

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 114

5 février 2007

### SOMMAIRE

<b>Aigle International S.A.</b> .....	<b>5440</b>	<b>Kiekert Luxco S.à r.l.</b> .....	<b>5449</b>
<b>Andover Investco 1 S.à r.l.</b> .....	<b>5472</b>	<b>Natural Dorna Investment Holding S.A.</b> .....	<b>5426</b>
<b>Antko Management S.à r.l.</b> .....	<b>5444</b>	<b>Natural Dorna Investment Holding S.A.</b> .....	<b>5439</b>
<b>Auditas S.A.</b> .....	<b>5447</b>	<b>Next Consulting S.à r.l.</b> .....	<b>5472</b>
<b>CANIServices S.à r.l.</b> .....	<b>5447</b>	<b>Property Trust Karben, S.à r.l.</b> .....	<b>5440</b>
<b>Catelan S.A.</b> .....	<b>5426</b>	<b>Société Civile Immobilière Rosenknopfje</b> .....	<b>5439</b>
<b>CERE II B Co-Invest S.à r.l.</b> .....	<b>5432</b>		
<b>Financière Daunou 8 S.à r.l.</b> .....	<b>5464</b>		
<b>Goldwell Holding S.A.</b> .....	<b>5440</b>		
<b>Intertravel Sàrl</b> .....	<b>5463</b>		

**NADORIN Holding, Natural Dorna Investment Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.  
R.C.S. Luxembourg B 51.919.

Le bilan au 31 décembre 2004 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 décembre 2006.

Signature.

Référence de publication: 2007004147/534/12.

Enregistré à Luxembourg, le 6 décembre 2006, réf. LSO-BX01264. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(060137326) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2006.

**Catelan S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8325 Capellen, 74, rue de la Gare.  
R.C.S. Luxembourg B 122.261.

**STATUTS**

L'an deux mille six, le seize novembre.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

Ont comparu:

1) Monsieur Guy Heynen, prépensionné, demeurant à L-8325 Capellen, 74, rue de la Gare, ici représenté par Madame Sofia Afonso-Da Chao Conde, employée privée, demeurant à Differdange, agissant en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée;

2) Madame Laetitia Hanssens, employée privée, demeurant à B-6700 Arlon, 31, rue du Centre, ici représentée par Madame Sofia Afonso-Da Chao Conde, prénommée, agissant en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée;

Après avoir été signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, les prédites procurations resteront annexées au présent acte pour être formalisées avec lui.

Lesquels comparants, représentés comme il est dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte des statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux.

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est constitué par les présentes entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société anonyme sous la dénomination de CATELAN S.A.

**Art. 2.** La société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute anticipativement par décision de l'assemblée générale statuant comme en matière de modification des statuts.

**Art. 3.** Le siège social est établi à Capellen.

Si des événements extraordinaires, d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se produisaient ou seraient imminents, le siège pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

**Art. 4.** La société a pour objet toutes prises de participations sous quelques formes que ce soit, dans des entreprises ou sociétés luxembourgeoises ou étrangères; l'acquisition par voie d'achat, d'échange, de souscription, d'apport de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par voie de vente, d'échange et de toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces; le contrôle et la mise en valeur de ces participations, notamment grâce à l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse de tous concours, prêts, avances ou garanties; l'emploi de ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, l'acquisition par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, de tous titres et brevets, la réalisation par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement et la mise en valeur de ces affaires et brevets, et plus généralement toutes opérations commerciales, financières ou mobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet de la société ou susceptible de contribuer à son développement.

La société pourra également, et accessoirement, acheter, vendre, louer, gérer tout bien immobilier tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

**Art. 5.** Le capital social est fixé à quatre cent cinquante mille euros (EUR 450.000,-), représenté par quatre cent cinquante (450) actions d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-), chacune disposant d'une voix aux assemblées générales.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

En cas de démembrement de la propriété des actions, l'exercice de l'ensemble des droits sociaux, et en particulier le droit de vote aux assemblées générales, est réservé aux actionnaires détenteurs de l'usufruit des actions à l'exclusion des actionnaires détenteurs de la nue-propriété des actions; l'exercice des droits patrimoniaux, tels que ces derniers sont déterminés par le droit commun, est réservé aux actionnaires détenteurs de la nue-propriété des actions à l'exclusion des actionnaires détenteurs de l'usufruit des actions.

Le capital autorisé est fixé à un million d'euros (EUR 1.000.000,-), représenté par mille (1.000) actions d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Le conseil d'administration est, pendant une période de cinq (5) ans à partir de la date de publication du présent acte, autorisé à augmenter en temps qu'il appartiendra le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé. Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration. Ces augmentations du capital peuvent être réalisées moyennant apport en espèces ou en nature ainsi que par incorporation de réserves.

Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription aux actions à émettre. Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, le présent article sera à considérer comme automatiquement adapté à la modification intervenue.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi. En cas de vente de l'usufruit ou de la nue-propriété, la valeur de l'usufruit ou de la nue-propriété sera déterminée par la valeur de la pleine propriété des actions et par les valeurs respectives de l'usufruit et de la nue-propriété conformément aux tables de mortalité en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg.

**Art. 6.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans. Les administrateurs sont rééligibles.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

**Art. 7.** Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et faire tous les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social, et tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par les statuts ou par la loi, est de sa compétence. Il peut notamment compromettre, transiger, consentir tous désistements et mainlevées avec ou sans paiement.

Le conseil d'administration est autorisé à procéder à des versements d'acomptes sur dividendes conformément aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de la gestion journalière des affaires de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et/ou agents, associés ou non-associés.

La société se trouve engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe de deux administrateurs, ou par la signature individuelle de l'administrateur-délégué.

**Art. 8.** Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, seront suivies au nom de la société par un membre du conseil ou la personne à ce déléguée par le conseil.

**Art. 9.** La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires; ils sont nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans. Ils sont rééligibles.

**Art. 10.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

**Art. 11.** L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit de plein droit au siège social ou à tout autre endroit à Luxembourg indiqué dans l'avis de convocation, le premier jeudi du mois de juin à 11.00 heures. Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 12.** Tout actionnaire aura le droit de voter lui-même ou par mandataire, lequel peut ne pas être lui-même actionnaire.

**Art. 13.** L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société. Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

**Art. 14.** Pour tous points non réglés aux présents statuts, les parties se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 et aux lois modificatives.

*Disposition transitoire*

Par dérogation, le premier exercice commencera aujourd'hui même pour finir le 31 décembre 2006.

*Souscription*

Le capital social a été souscrit comme suit:

	Actions
1) Monsieur Guy Heynen, prénommé, quatre cent quarante-neuf actions . . . . .	449
2) Madame Laetitia Hanssens, prénommée, une action . . . . .	<u>1</u>
Total: quatre cent cinquante actions . . . . .	450

Toutes les actions ainsi souscrites ont été libérées par des versements en numéraires de sorte que la somme de quatre cent cinquante mille euros (EUR 450.000,-) se trouve dès à présent à la disposition de la société ainsi qu'il en a été justifié au notaire qui le constate expressément.

*Constatation*

Le notaire instrumentant déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

*Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élèvent approximativement à six mille huit cents euros (EUR 6.800,-).

*Assemblée Générale Extraordinaire*

Et à l'instant les comparants ès-qualités qu'ils agissent, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et à l'unanimité ils ont pris les résolutions suivantes.

*Première résolution*

Le nombre des administrateurs est fixé à trois.

- a) Madame Laetitia Hanssens, employée privée, née à Bruxelles (Belgique), le 25 janvier 1978, demeurant à B-6700 Arlon, 31, rue du Centre;
- b) Monsieur Guy Heynen, prépensionné, né à Tshikapa (République démocratique du Congo), le 17 mars 1944, demeurant à L-8325 Capellen, 74, rue de la Gare;
- c) Monsieur Jean-Pierre Leburton, administrateur de sociétés, né à Ixelles (Belgique), le 1<sup>er</sup> février 1932, demeurant à L-5760 Hassel, 17, rue de Luxembourg.

*Deuxième résolution*

Le nombre de commissaires est fixé à un.

Est nommée commissaire aux comptes:

- La société à responsabilité limitée EUROPEENNE DE PARTICIPATIONS FINANCIERES ET INDUSTRIELLES, en abrégé PARFININDUS, établie et ayant son siège social à L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg section B numéro 56.469.

*Troisième résolution*

Les mandats des administrateurs et commissaire aux comptes ainsi nommés prendront fin à l'assemblée générale amenée à se prononcer sur les comptes de l'année 2006.

*Quatrième résolution*

L'adresse de la société est fixée à L-8325 Capellen, 74, rue de la Gare.

L'assemblée autorise le conseil d'administration à fixer en tout temps une nouvelle adresse dans la localité du siège social statutaire.

*Réunion du Conseil d'Administration*

Et aussitôt les administrateurs prédésignés, Madame Laetitia Hanssens, prénommée, Monsieur Guy Heynen, prénommé, ici représentés par Madame Sofia Afonso-Da Chao Conde, prénommée, agissant en vertu des deux procurations précitées et Monsieur Jean-Pierre Leburton, prénommé, ici représenté par Madame Sofia Afonso-Da Chao Conde, prénommée, agissant en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée annexée au présent acte, se sont réunis en Conseil et, ont pris à l'unanimité la décision suivante:

Monsieur Guy Heynen, prénommé est nommé administrateur-délégué.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue française, suivi d'une version anglaise; sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte français fera foi.

Dont acte, fait et passé à Esch/Alzette, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, elle a signé avec Nous Notaire le présent acte.

**Suit la traduction anglaise du texte qui précède:**

In the year two thousand and six, on November sixteenth.

Before Notary Francis Kessler, having his official residence at Esch-sur-Alzette,

The following appeared:

1) Mr Guy Heynen, pensioner, residing in L-8325 Capellen, 74, rue de la Gare, here represented by Mrs. Sofia Afonso-Da Chao Conde, private employee, residing at Differdange, under the terms of a power of attorney given him by private agreement;

2) Mrs Laetitia Hanssens, private employee, residing in B-6700 Arlon, 31, rue du Centre, here represented by Mrs Sofia Afonso-Da Chao Conde, prenamed, under the terms of a power of attorney given him by private agreement.

After being initialled *ne varietur* by the appearers and the Notary acting in this matter, the aforesaid powers of attorney shall remain annexed to the present act for the purpose of being formalized therewith.

Which appears, represented as aforesaid, requested the Notary acting in this matter to document as follows the statutes of a société anonyme (public limited company) which they wish to constitute as between themselves.

**Art. 1.** A société anonyme (public limited company) under the name of CATELAN S.A.

is hereby formed between the appearers and all those who shall become owners of the shares hereinafter created.

**Art. 2.** The Company is incorporated for an unlimited duration. It may be dissolved in anticipation by resolution of the General Meeting passed in the manner laid down for amendments to the statutes.

**Art. 3.** The Company's seat shall be established at Capellen.

In the event that extraordinary events of a political, economic or social nature liable to jeopardize normal business at the seat of the Company or ready communications with the seat or between the seat and places abroad take place or are imminent, the seat may be transferred provisionally to a foreign country until such time as the said abnormal circumstances have completely ceased to obtain; nevertheless such provisional measure shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the provisional transfer of its seat, shall remain a Luxembourg Company.

**Art. 4.** The sole objects of the Company shall be taking out of participations in any form whatsoever in Luxembourg or foreign enterprises or companies, the acquisition by purchase, exchange, subscription, contribution of any other kind, and the alienation by sale, exchange and any other method of securities of all kinds; the control and exploitation of those participations, in particular through the grant to the enterprises in which it is interested of all assistance, loans, advances or guarantees; the use of those funds for the creation, management, exploitation and liquidation of a portfolio consisting of any securities and licences of any origin, the acquisition by contribution, subscription, direct underwriting or purchase option and any other method of any securities and licences, the realisation by sale, transfer, exchange or otherwise and the exploitation of those transactions and licences and, more generally, any commercial, financial or securities transactions related directly or indirectly to the Company's objects or liable to contribute to its development.

The Company may also and subsidiarily purchase, sell, rent and manage any immovable property whether located in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

**Art. 5.** The Company's capital shall be fixed at four hundred fifty thousand euro (EUR 450,000.-), represented by four hundred fifty (450) shares of a nominal value of one thousand euro (EUR 1,000.-), each having a vote at the General Meetings.

The shares shall be registered or bearer shares at the election of the Shareholder.

In the event of a division of property in the shares, the exercise of the totality of the rights appertaining to the Company, and in particular the right to vote at General Meetings, shall be reserved for Shareholders having the rights of usufruct in the shares, to the exclusion of Shareholders holding the bare legal interest therein; the exercise of property rights, as determined by the ordinary law, shall be reserved for Shareholders holding the bare legal interest in the shares to the exclusion of Shareholders having the interest of usufruct.

The authorized capital shall be fixed at one million euro (EUR 1,000,000.-) represented by one thousand (1,000) shares of a nominal value of one thousand euro (EUR 1,000.-) each.

The authorized capital and the subscribed capital of the Company may be increased or reduced by resolution of the General Meeting of Shareholders passed in the manner laid down for amendments to the statutes.

For a period of five (5) years from the date of publication of this act, the Board of Directors shall be authorized to increase at such time is fitting the subscribed capital within the limits of the authorized capital. Such capital increases may be subscribed for an issued in the form of shares with or without share premium as to be determined by the Board of Directors. Such capital increases may be made for contribution in cash or in kind and by the capitalization of reserves.

The Board of Directors is specifically authorized to make such issue without reserving for existing Shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued. The Board of Directors may delegate any board member, manager, proxy-holder or any other person duly authorized to receive subscriptions and payment of the price of the shares representing the whole or part of the increase in capital.

Each time the Board of Directors proceeds to have an increase in the subscribed capital authentically attested to, this article shall be deemed to have been automatically amended to suit the change which has been made.

The Company may buy back its own shares on the terms laid down by law. In the event of the sale of the right of usufruct or bare legal property, the value of the beneficial or bare legal interest shall be determined by the value of the full ownership of the shares and by values representing the usufruct and bare legal interest in accordance with the actuarial tables in force in the Grand Duchy of Luxembourg.

**Art. 6.** The Company shall be administered by a Board of Directors made up of a minimum of three members. Members of the Board of Directors, who need not be Shareholders in the Company, shall be appointed for a term of office which may not exceed six years. Directors may be re-elected.

In the event of a post of Director appointed by General Meeting becoming vacant, the remaining Directors so appointed shall be entitled to fill the post provisionally; in such case, the next General Meeting shall proceed to the definitive election.

**Art. 7.** The Board of Directors shall be vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to carry out all acts of disposal and administration which come within the objects of the Company, and everything which is not reserved to the General Meeting by the statutes or by law shall be within its competence. It may in particular compromise, settle and authorize any waivers and releases, with or without payment.

The Board of Directors is authorized to distribute interim dividends in accordance with the terms and procedures laid down by law.

The Board of Directors may delegate all or part of the day-to-day management of the Company's business, together with the representation of the Company as regards the said management, to one or more Directors, Managers, Administrators and/or Agents, whether members of the Company or not.

The Company will be bound towards third parties by the joint signatures of two directors or by the individual signature of the managing director.

**Art. 8.** Judicial actions shall be pursued, whether as plaintiff or as defendant, in the name of Company by a Member of the Board or the person delegated for that purpose by the Board.

**Art. 9.** The Company shall be supervised by one or more Auditors; they shall be appointed for a term which may not exceed six years. They may be re-elected.

**Art. 10.** The financial year begins on January first and finishes on December thirty-first of each year.

**Art. 11.** The annual General Meeting of Shareholders shall meet automatically at the Company's seat or at any other place in Luxembourg indicated in the notice of meeting on the first Thursday of June at 11.00 a.m. If that day should fall on a holiday, the meeting shall be held on the first following working day.

**Art. 12.** Every Shareholder shall have the right to vote himself or by proxy. Proxies need not themselves be Shareholders.

**Art. 13.** The General Meeting shall have the widest powers to carry out or ratify any acts affecting the Company. It shall decide on the allocation and distribution of the net profit.

The General Meeting may decide that the distributable reserves and profits are to be used to pay off the capital, without any reduction in the stated capital.

**Art. 14.** For all points not dealt with in the present Statute, the parties shall defer to the provisions of the Law of 10 August 1915 and amending laws.

#### *Transitional Provision*

By way of exception, the first financial year shall commence today and end on December thirty-first 2006.

#### *Subscription*

The Company's capital has been subscribed as follows:

	Shares
1. Mr Guy Heynen, as aforesaid, four hundred forty-nine shares . . . . .	449
2. Mrs Laetitia Hanssens, as aforesaid, one share . . . . .	1
Total: four hundred fifty shares . . . . .	450

All the shares so subscribed have been paid up in cash so that the sum of four hundred fifty thousand euro (EUR 450,000.-) is now at the disposal of the Company, as has been proved to the Notary, who attests expressly to this fact.

The Notary acting in this matter declares that he has checked the existence of the conditions set out in Articles 26 of the Law on Commercial Companies and expressly attests that they have been complied with.

#### Costs

The amount of the costs, expenses, fees and charges, of any form whatsoever, which are due from the Company or charged to it as a result of its incorporation amount to approximately six thousand eight hundred euro (EUR 6,800.-).

#### Extraordinary General Meeting

And at the same time, the appearers, in their respective capacities, representing the whole of the Company's capital, held an Extraordinary General Meeting, to which they recognized they had been duly convened, and adopted the following unanimous resolutions:

#### First resolution

The number of directors is fixed at three:

- a) Mrs Laetitia Hanssens, private employee, born in Bruxelles (Belgium), on January 25th, 1978, residing in B-6700 Arlon, 31, rue du Centre;
- b) Mr Guy Heynen, pensioner, born in Tshikapa (République démocratique du Congo), on March 17th, 1944, residing in L-8325 Capellen, 74, rue de la Gare;
- c) Mr Jean-Pierre Leburton, director of companies, born in Ixelles (Belgium), on February 1st, 1932, residing in L-5760 Hassel, 17, rue de Luxembourg.

#### Second resolution

The number of Auditors is fixed at one.

The private limited liability company EUROPEENNE DE PARTICIPATIONS FINANCIERES ET INDUSTRIELLES, in abbreviated form PARFININDUS, having its registered office at L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon, registered with the trade and companies' register of Luxembourg, under the number B 56.469.

#### Third resolution

The term of office of the directors and of the statutory auditor shall end at the general meeting called to approve the accounts of the accounting year 2006.

#### Fourth resolution

The Company's address is fixed at L-8325 Capellen, 74, rue de la Gare.

The General Meeting authorizes the Board of Directors to fix at any time a new address within the locality of the statutory seat of the Company.

#### Meeting of the Board of Directors

And then the above named directors, Mrs Laetitia Hanssens, prenamed, Mr Guy Heynen, prenamed, here represented by Mrs Sofia Afonso-Da Chao Conde, prenamed, under the terms of powers of attorney as aforesaid, and Mr Jean-Pierre Leburton, prenamed, here represented by Mrs Sofia Afonso-Da Chao Conde, prenamed, under the terms of a power of attorney given him by private agreement annexed to this deed, have immediately decided to hold a board of directors' meeting, and have taken the following decisions unanimously:

Mr Guy Heynen, prenamed is appointed as Managing Director.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the above-named persons, this deed is worded in French followed by a English translation; at the request of the same appearing persons, in case of divergences between the French and English texts, the French version will be prevailing.

Whereof this notarial deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the date named at the beginning of this deed.

This deed having been read to the appearing person, said person appearing signed together with Us, the notary, this original deed.

Signé: S. Afonso-Da Chao Conde, F. Kessler.

Enregistré à Esch, le 23 novembre 2006, vol. 922, fol. 59, case 12. — Reçu 4.500 euros.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande pour servir aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 6 décembre 2006.

F. Kessler.

Référence de publication: 2007004118/219/257.

(060136481) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 décembre 2006.

---

**CERE II B Co-Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 122.262.

 —  
**STATUTES**

In the year two thousand and six, on the seventeenth day of November.  
Before Us, Maître Francis Kessler, notary, residing in Esch-sur-Alzette.

There appeared:

CARLYLE EUROPE REAL ESTATE MASTER CO-INVESTMENT II-B, L.P., a limited partnership incorporated under the laws of the Delaware, having its registered office at C/O THE CORPORATION TRUST COMPANY, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, New Castle County, Delaware 19801, United States, registration with the Delaware Division of Corporation Register of Commerce and Companies pending;

here represented by Mr. Emile Dax, cleric de notaire, residing in Garnich, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, signed ne varietur by the proxy holder of the appearing party and by the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of a private limited liability company:

**Chapter I. - Form, Name, Registered office, Object, Duration**

**Art. 1. Form - Corporate name.** There is formed a private limited liability company under the name CERE II B CO-INVEST, S.à r.l. which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the «Company»), and in particular by the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the «Law»), as well as by the present articles of incorporation (hereafter the «Articles»).

**Art. 2. Registered office.**

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg City (Grand Duchy of Luxembourg).

2.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.3 However, the Sole Manager, or in case of plurality of managers, the Board of Managers of the Company is authorised to transfer the registered office of the Company within the City of Luxembourg.

**Art. 3. Object.**

3.1 The Company's object is to acquire or sell or make other disposition and hold, directly or indirectly, interests in Luxembourg or foreign entities, by way of, among others, the subscription or the acquisition of any securities and rights through participation, contribution, underwriting, firm purchase or option, negotiation or in any other way, or of financial debt instruments in any form whatsoever, and to administrate, develop and manage such holding of interests.

3.2 The Company may also render every assistance, whether by way of loans, guarantees or otherwise to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest, even not substantial, or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the 3.1 Company (hereafter referred to as the «Connected Companies»), it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector.

3.3 The Company may in particular enter into the following transactions, it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector:

- to borrow money in any form or to obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue, on a private basis, of bonds, notes, promissory notes and other debt or equity instruments, the use of financial derivatives or otherwise;

- to advance, lend or deposit money or give credit to or with or to subscribe to or purchase any debt instrument issued by any Luxembourg or foreign entity on such terms as may be thought fit and with or without security;

- to enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present or future) or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company and of any of the Connected Companies, or any directors or officers of the Company or any of the Connected Companies, within the limits of Luxembourg Law;

3.4 The Company can perform all legal, commercial, technical and financial investments or operation and in general, all transactions which are necessary to fulfil its object as well as all operations connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its purpose in all areas described above, however without taking advantage of the Act of July 31, 1929, on Holding Companies.

**Art. 4. Duration.** The Company is established for an unlimited duration.



## Chapter II. - Capital, Shares

### Art. 5. Share capital.

5.1 The corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by two hundred fifty (250) shares of fifty Euro (EUR 50.-) each (hereafter referred to as the «Shares»). The holders of the Shares are together referred to as the «Shareholders».

5.2 In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any share is transferred. The amount of said premium account is at the free disposal of the Shareholder(s).

5.3 All Shares will have equal rights.

5.4 The Company can proceed to the repurchase of its own shares within the limits set by the Law.

**Art. 6. Shares indivisibility.** Towards the Company, the Company's Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

### Art. 7. Transfer of shares.

7.1 In case of a single Shareholder, the Company's Shares held by the single Shareholder are freely transferable.

7.2 In case of plurality of Shareholders, the Shares held by each Shareholder may be transferred by application of the requirements of articles 189 and 190 of the Law.

## Chapter III. - Management

### Art. 8. Management.

8.1 The Company is managed by one or more manager(s) appointed by a resolution of the shareholder(s). In case of one manager, he/it will be referred to as the «Sole Manager». In case of plurality of managers, they will constitute a board of managers («conseil de gérance») (hereafter the «Board of Managers», each a «Manager»).

8.2 The managers need not to be shareholders. The managers may be removed at any time, with or without cause by a resolution of the shareholder(s) .

### Art. 9. Powers of the Sole Manager or of the Board of Managers.

9.1 In dealing with third parties, the Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers, without prejudice to articles 8 and 10 of the present Articles, will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

9.2 All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Sole Manager or in case of plurality of managers, of the Board of Managers.

**Art. 10. Representation of the company.** Towards third parties, the Company shall be, in case of a Sole Manager, bound by the sole signature of the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by the sole signature of any Manager or by the signature of any person to whom such power shall be delegated, in case of a Sole Manager, by the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by any Manager.

### Art. 11. Delegation and agent of the Sole Manager or of the Board of Managers.

11.1 The Sole Manager or, in case of plurality of managers, any Manager may delegate its powers for specific tasks to one or more ad hoc agents.

11.2 The Sole Manager or, in case of plurality of managers, any Manager will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

### Art. 12. Meeting of the Board of Managers.

12.1 In case of plurality of managers, the meetings of the Board of Managers are convened by any Manager.

12.2 The Board of Managers may validly debate and take decisions without prior notice if all the managers are present or represented and have waived the convening requirements and formalities.

12.3 Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by telegram or telefax or email or letter another Manager as his proxy. A Manager may also appoint another Manager to represent him by phone to be confirmed in writing at a later stage.

12.4 The Board of Managers can only validly debate and take decisions if a majority of its members is present or represented. Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority.

12.5 The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed provided that each participating Manager is able to hear and to be heard by all other participating managers whether or not using this technology, and each participating Manager shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by telephone.

12.6 A written decision, signed by all the managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers, which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the Board of Managers.

12.7 The minutes of a meeting of the Board of Managers shall be signed by all managers present or represented at the meeting. Extracts shall be certified by any Manager or by any person nominated by any Manager or during a meeting of the Board of Managers.

## Chapter IV. - General Meeting of Shareholders

### Art. 13. Powers of the General Meeting of Shareholder(s) - Votes.

13.1 If there is only one Shareholder, that sole Shareholder assumes all powers conferred to the general Shareholders' meeting and takes the decisions in writing.

13.2 In case of a plurality of Shareholders, each Shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of Shares, which he owns. Each Shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. All Shares have equal voting rights.

13.3 If all the shareholders are present or represented they can waive any convening formalities and the meeting can be validly held without prior notice.

13.4 If there are more than twenty-five Shareholders, the Shareholders' decisions have to be taken at meetings to be convened in accordance with the applicable legal provisions.

13.5 If there are less than twenty-five Shareholders, each Shareholder may receive the text of the decisions to be taken and cast its vote in writing.

13.6 A Shareholder may be represented at a Shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) an attorney who need not be a Shareholder.

13.7 Collective decisions are only validly taken insofar as Shareholders owning more than half of 13.1 the share capital adopt them. However, resolutions to alter the Articles may only be adopted by the majority (in number) of the Shareholders owning at least three quarters of the Company's Share capital, subject to any other provisions of the Law.

## Chapter V. - Business year

### Art. 14. Business year.

14.1 The Company's financial year starts on the first of July and ends on the thirtieth of June of each year.

14.2 At the end of each financial year, the Company's accounts are established by the Sole Manager or in case of plurality of managers, by the Board of Managers and the Sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

14.3 Each Shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

### Art. 15. Distribution right of shares.

15.1 The profits in respect of a financial year, after deduction of general and operating expenses, charges and depreciations, shall constitute the net profit of the Company in respect of that period.

15.2 From the net profits thus determined, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

15.3 To the extent that funds are available at the level of the Company for distribution and to the extent permitted by law and by these Articles, the Sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers shall propose that cash available for remittance be 15.1 distributed.

15.4 The decision to distribute funds and the determination of the amount of such distribution will be taken by a majority vote of the Shareholders.

15.5 Notwithstanding the preceding provisions, the Sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers may decide to pay interim dividends to the shareholder(s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned shall be reimbursed by the shareholder(s).

## Chapter VI. - Liquidation

### Art. 16. Dissolution and Liquidation.

16.1 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single Shareholder or of one of the Shareholders.

16.2 The liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders' meeting in accordance with the applicable legal provisions.

6.3 The liquidation will be carried out by one or several liquidators, Shareholders or not, appointed by the Shareholders who shall determine their powers and remuneration.

## Chapter VII. - Applicable Law

**Art. 17. Applicable Law.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

### *Transitory provision*

The first accounting year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on the thirtieth of June 2007.

### *Subscription - Payment*

The capital has been subscribed as follows:

CARLYLE EUROPE REAL ESTATE MASTER CO-INVESTMENT II-B, L.P., prenamed, two hundred fifty shares	250
.....	250
Total: two hundred fifty shares .....	250

All these Shares have been fully paid up, so that the sum of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) corresponding to a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

#### *Estimate of costs*

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand nine hundred euro (EUR 1,900.-).

#### *General Meeting*

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named persons, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolution:

- 1) Are appointed as managers of the Board of Managers for an undetermined period:
- Mr Oussama Daher, European Investment Manager, born in Libreville (Gabon) Africa, on August 3rd, 1974, residing at 1, rue Louvigny L-1946 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
  - Mr Christopher Finn, Managing Director, born in New York (USA), on July 6th, 1957, residing at 19, Randolph Crescent, London, W9 1DP, UK and
  - Mr Robert Konigsberg, Principal, born in New Mexico (USA), on March 25th, 1969, residing at 7602 Brittany Parc Ct. Falls Church, VA 22043, USA.

In accordance with article 10 of the by-laws, the Company shall be bound by the sole signature of any Manager or by the signature of any person to whom such power shall be delegated by any Manager.

- 2) The Company shall have its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg).

#### *Declaration*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning of this document. The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille six, le dix-sept novembre.

Par-devant Maître Francis Keseeler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

A comparu:

CARLYLE EUROPE REAL ESTATE MASTER CO-INVESTMENT II-B, L.P., une société en commandite simple constituée selon le droit de Delaware, ayant son siège social à C/O THE CORPORATION TRUST COMPANY, Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, New Castle County, Delaware 19801, Etats-Unis, dont l'inscription au R.C.S. de Delaware est pendante;

ici représentée par Monsieur Emile Dax, cleric de notaire demeurant à Garnich, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles. Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont les statuts ont été arrêtés comme suit:

#### **Titre I<sup>er</sup> . - Forme, Nom, Siège social, Objet, Durée**

**Art. 1<sup>er</sup> . Forme - Dénomination.** Il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination de CERE II B CO-INVEST, S.à r.l. qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après la «Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après les «Statuts»).

#### **Art. 2. Siège social.**

2.1 Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

2.2 Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.3 Toutefois, le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance de la Société est autorisé à transférer le siège de la Société dans la Ville de Luxembourg.

### **Art. 3. Objet.**

3.1 L'objet de la Société est d'acquérir ou de vendre ou faire tout autre acte de disposition et la détention, directe ou indirecte, de tous intérêts dans des entités, luxembourgeoises ou étrangères, par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière, ou d'instruments financiers de dettes, sous quelle que forme que ce soit, ainsi que leur administration, leur développement et leur gestion.

3.2 La Société pourra également apporter toute assistance financière, que ce soit sous forme de prêts, d'octroi de garanties ou autrement, à ses filiales ou aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, sans que celui-ci soit substantiel, ou à toutes sociétés, qui seraient actionnaires, directs ou indirects, de la Société, ou encore à toutes sociétés appartenant au même groupe que la Société (ci-après reprises comme les «Sociétés Apparentées»), il est entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui ferait qu'elle soit engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier.

3.3 La Société pourra, en particulier, être engagée dans les opérations suivantes, il est entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier:

- conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit et réunir des fonds, notamment, par l'émission de titres, d'obligations, de billets à ordre et autres instruments de dette ou titres de capital, ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;

- avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ou avec ou de souscrire à ou acquérir tous instruments de dette, avec ou sans garantie, émis par une entité luxembourgeoise ou étrangère, pouvant être considérée comme performante;

- accorder toutes garanties, fournir tous gages ou toutes autres formes de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou partie des avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de Sociétés Apparentées dans les limites autorisées par la loi luxembourgeoise;

3.4 La Société peut réaliser toutes opérations légales, commerciales, techniques ou financières et en général toutes opérations nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social ou en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs prédécrits, de manière à faciliter l'accomplissement de celui-ci, sans vouloir bénéficier du régime fiscal particulier organisé par la loi du 31 juillet 1929 sur les Sociétés de participation financières.

**Art. 4. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

## **Titre II. - Capital, Parts**

### **Art. 5. Capital social.**

5.1 Le capital social souscrit est fixé à douze mille cinq cents Euros (12.500,- EUR) représenté par deux cent cinquante (250) parts sociales (les «Parts Sociales»), ayant une valeur nominale de cinquante Euros (50,- EUR), chacune. Les détenteurs de Parts Sociales sont définis ci-après les «Associés».

5.2 Complémentairement au capital social, il pourra être établi un compte de prime d'émission sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Le montant dudit compte de prime d'émission sera laissé à la libre disposition des Associés.

5.3 Toutes les Parts Sociales donnent droit à des droits égaux.

5.4 La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales dans les limites fixées par la Loi.

**Art. 6. Indivisibilité des parts.** Envers la Société, les Parts Sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par Part Sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

### **Art. 7. Transfert des parts.**

7.1 Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul Associé, les Parts Sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

7.2 Dans l'hypothèse où il y a plusieurs Associés, les Parts Sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par les articles 189 et 190 de la Loi.

## **Titre III. - Gérance**

### **Art. 8. Gérance.**

8.1 La Société est administrée par un gérant ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associé(s). Dans le cas d'un seul gérant, il est défini ci-après comme le «Gérant Unique». En cas de pluralité de gérants, ils constitueront un conseil de gérance (ci-après le «Conseil de Gérance»), chaque membre individuellement le «Gérant».

8.2 Les gérants ne sont pas obligatoirement des Associés. Les gérants pourront être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par décision des Associé(s).

### **Art. 9. Pouvoirs du Conseil de Gérance.**

9.1 Dans les rapports avec les tiers, le Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance, sans préjudice des articles 8 et 10 des présents Statuts, a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances

et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

9.2 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des Associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, du Conseil de Gérance.

**Art. 10. Représentation de la société.** Vis-à-vis des tiers, la Société est, en cas de Gérant Unique, valablement engagée par la seule signature de son Gérant Unique, ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature individuelle d'un gérant ou par la signature de toute personne à qui le pouvoir aura été délégué, en cas de Gérant Unique, par son Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par tout gérant.

**Art. 11. Délégation et agent du Gérant Unique et du Conseil de Gérance.**

11.1 Le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, tout gérant peut déléguer ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataires ad hoc pour des tâches déterminées.

11.2 Le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, tout gérant détermine les responsabilités et la rémunération quelconques (s'il y en a) de tout mandataire, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

**Art. 12. Réunion du Conseil de Gérance.**

12.1 En cas de pluralité de gérants, les réunions du Conseil de Gérance sont convoquées par tout gérant.

12.2 Le Conseil de Gérance peut valablement débattre et prendre des décisions sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou représentés et s'ils ont renoncé aux formalités de convocation.

12.3 Tout gérant est autorisé à se faire représenter lors d'une réunion du Conseil de Gérance par un autre gérant, pour autant que ce dernier soit en possession d'une procuration écrite, d'un 12.1 télégramme, d'un fax, d'un e-mail ou d'une lettre. Un gérant pourra également nommer par téléphone un autre gérant pour le représenter, moyennant confirmation écrite ultérieure.

12.4 Le Conseil de Gérance ne peut valablement débattre et prendre des décisions que si une majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions du Conseil de Gérance seront adoptées à une majorité simple.

12.5 L'utilisation de la vidéo conférence et de conférence téléphonique est autorisée si chaque participant est en mesure d'entendre et d'être entendu par tous les gérants participants, utilisant ou non ce type de technologie. Ledit participant sera réputé présent à la réunion et sera habilité à prendre part au vote via le téléphone ou la vidéo.

12.6 Une décision écrite, signée par tous les gérants est valable et valide comme si elle avait été adoptée lors d'une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Une telle décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents ayant le même contenu signée par tous les membres du Conseil de Gérance.

12.7 Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance sont signés par tous les gérants présents ou représentés aux séances. Des extraits seront certifiés par un gérant ou par toute personne désignée à cet effet par un gérant ou lors de la réunion du Conseil de Gérance.

**Titre IV. - Assemblée Générale des Associés**

**Art. 13. Pouvoirs de l'Assemblée Générale des Associés - Votes.**

13.1 S'il n'y a qu'un seul Associé, cet Associé unique exerce tous pouvoirs qui sont conférés à l'assemblée générale des Associés et prend les décisions par écrit.

13.2 En cas de pluralité d'Associés, chaque Associé peut prendre part aux décisions collectives indépendamment du nombre de parts détenues. 13.1 Chaque Associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre de parts détenues par lui. Toutes les Parts Sociales ont des droits de vote égaux.

13.3 Si tous les Associés sont présents ou représentés, ils peuvent renoncer aux formalités de convocation et la réunion peut valablement être tenue sans avis préalable.

13.4 S'il y a plus de vingt-cinq Associés, les décisions des Associés doivent être prises aux réunions à convoquer conformément aux dispositions légales applicables.

13.5 S'il y a moins de vingt-cinq Associés, chaque Associé pourra recevoir le texte des décisions à adopter et donner son vote part écrit.

13.6 Un Associé pourra être représenté à une réunion des Associés en nommant par écrit (par fax ou par e-mail ou par tout autre moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être nécessairement un Associé.

13.7 Des décisions collectives ne sont valablement prises que seulement si les Associés détenant plus de la moitié du capital social les adoptent. Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptés que par une majorité d'Associés (en nombre) détenant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des toutes autres dispositions légales.

**Titre V. - Exercice social**

**Art. 14. Exercice social.**

14.1 L'année sociale commence le premier juillet et se termine le trente juin de chaque année.

14.2 Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis par le Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, par le Conseil de Gérance et celui-ci prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

14.3 Tout Associé peut prendre connaissance desdits 14.2 inventaires et bilan au siège social.

**Art. 15. Droit de distribution des parts.**

15.1 Les profits de l'exercice social, après déduction des frais généraux et opérationnels, des charges et des amortissements, constituent le bénéfice net de la Société pour cette période.

15.2 Le bénéfice net ainsi déterminé, cinq pour cent (5%) seront prélevés pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de celle-ci aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

15.3 Dans la mesure où des fonds peuvent être distribués au niveau de la Société tant dans le respect de la loi que des Statuts, le Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance pourra proposer que les fonds disponibles soient distribués.

15.4 La décision de distribuer des fonds et d'en déterminer le montant sera prise à la majorité des Associés.

15.5 Malgré les dispositions précédentes, le Gérant Unique ou en cas de la pluralité de gérants, le Conseil de Gérance peut décider de payer des dividendes intérimaires au(x) associé(s) avant la fin de l'exercice social sur la base d'une situation de comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la Loi ou selon ces Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés seront remboursées par l'associé(s).

## Titre VI. - Liquidation

### Art. 16. Dissolution et Liquidation.

16.1 La Société ne pourra être dissoute pour cause de décès, de suspension des droits civils, d'insolvabilité, de faillite de son Associé unique ou de l'un de ses Associés.

16.2 La liquidation de la Société sera décidée par la réunion des Associés en conformité avec les dispositions légales applicables.

16.3 La liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, Associés ou non, nommés par les Associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

## Titre VII. - Loi applicable

**Art. 17. Loi applicable.** Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les Statuts, il est fait référence à la Loi.

### *Disposition transitoire*

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le trente juin 2007.

### *Souscription - Libération*

Le capital social a été souscrit comme suit:

CARLYLE EUROPE REAL ESTATE MASTER CO-INVESTMENT II-B, L.P., prénommée, deux cent cinquante parts sociales . . . . .	250
Total: deux cent cinquante parts sociales . . . . .	250

Toutes les Parts Sociales ont été intégralement libérées par des versements en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) correspondant à un capital de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,- se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

### *Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille neuf cents euros (EUR 1.900,-).

### *Assemblée Générale*

Immédiatement après la constitution de la Société, la comparante précitée, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1.) Sont nommés gérants pour une durée indéterminée:

- M. Oussama Daher, European Investment Manager, né à Libreville (Gabon) Afrique, le 3 août 1974, demeurant au 1, rue Louvigny L-1946 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;
- M. Christopher Finn, Managing Director, né à New York (USA), le 6 juillet 1957, demeurant au 19, Randolph Crescent, London, W9 1DP, Royaume-Uni; et
- M. Robert Konigsberg, Principal, né à New Mexico (USA), le 25 mars 1969, demeurant au 7602 Brittany Parc Ct. Falls Church, VA 22043, USA.

Conformément à l'article 10 des statuts, la Société se trouvera engagée, en cas de pluralité de gérants, par la signature individuelle de chaque gérant ou par la signature de toute personne à qui ce pouvoir aura été délégué par tout gérant.

2.) Le siège social de la Société est établi à 5, rue Guillaume Kroll, L-1882, Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Le notaire soussigné, qui a personnellement connaissance de la langue anglaise, déclare que le comparant l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, passé à Esch/Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: E. Dax, F. Kessler.

Enregistré à Esch, le 23 novembre 2006, vol. 922, fol. 60, case 1. — Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande pour servir aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 11 décembre 2006.

F. Kessler.

Référence de publication: 2007004119/219/265.

(060136484) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 décembre 2006.

**Société Civile Immobilière Rosenknopffe, Société Civile Immobilière.**

Siège social: L-7258 Helmsange, 4, rue des Pommiers.

R.C.S. Luxembourg E 418.

*Modification des statuts*

**Art. 4.** Le nouveau siège social de la société est établi à L-7258 Helmsange, 4, rue des Pommiers.

**Art. 9.** Le vote des délibérations de l'assemblée des associés, sur tous les points y compris les modifications statutaires, est déterminé par la majorité des 3/4<sup>e</sup> (trois quart) des votes des associés présents ou représentés, chaque part donnant droit à une voix.

Il est expressément prévu que la titularité de chaque part représentative du capital souscrit pourra être exercée:

- soit en pleine propriété
- soit en usufruit, par un associé dénommé usufruitier et en nue-propriété par un associé dénommé nu-propriétaire.

Les droits attachés à la qualité d'usufruitier et conférés par chaque part représentative du capital sont déterminés ainsi qu'il suit:

- droit de vote aux assemblées générales
- droit au dividende.

Les droits attachés à la qualité de nu-propriétaire et conférés par chaque part sont ceux qui sont déterminés par le droit commun et en particulier le droit aux produits de liquidation de la société suivant les modalités prévues ci-après: en cas de vente de l'usufruit ou de la nue-propriété, la valeur de l'usufruit ou de la nue-propriété sera déterminée par voie d'expert qui tiendra compte des prix du marché pour le ou les immeubles propriété de la société et des règles applicables pour l'évaluation de l'usufruit et de la nue-propriété.

Extrait de l'assemblée générale extraordinaire du 27 novembre 2006: les associés, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se sont reconnus dûment convoqués et à l'unanimité des voix ont pris les résolutions suivantes:

Madame Gisèle Schumacher, demeurant à L-7342 Hesidorf, 7, rue J.B. Schwartz, associée, est nommée co-gérante de la société pour une durée indéterminée. La société est engagée en toutes circonstances par la signature conjointe des deux gérants, à savoir Madame Gisèle Schumacher et Madame Irène Klein.

Signé: Jos. Klein, époux de Gisèle Schumacher; Gisèle Schumacher, épouse de Jos. Klein; Irène Klein, fille de Jos. Klein et Gisèle Schumacher.

Référence de publication: 2007004683/4250/38.

Enregistré à Luxembourg, le 13 décembre 2006, réf. LSO-BX03704. - Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(060137084) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2006.

**NADORIN Holding, Natural Dorna Investment Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 51.919.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 décembre 2006.

Référence de publication: 2007004148/534/12.

Enregistré à Luxembourg, le 6 décembre 2006, réf. LSO-BX01263. - Reçu 18 euros.

Signature.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(060137328) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2006.

**Goldwell Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 61.609.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 décembre 2006.

Signature.

Référence de publication: 2007004149/534/12.

Enregistré à Luxembourg, le 4 décembre 2006, réf. LSO-BX00486. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(060137330) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2006.

**Aigle International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 19.004.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

FIDUCIAIRE WEBER ET BONTEMPS

Signature

Référence de publication: 2007004151/592/13.

Enregistré à Luxembourg, le 30 novembre 2006, réf. LSO-BW08562. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(060137272) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2006.

**Property Trust Karben, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1325 Luxembourg, 7, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 110.979.

In the year two thousand and six, on the twenty-eighth day of the month of November.

Before us, Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

PROPERTY TRUST LUXEMBOURG 1, S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg under number B 109.812, with registered office at 7, rue de la Chapelle, L-1325 Luxembourg, with a share capital of seven hundred fifty-two thousand seven hundred fifty euro (EUR 752,750.-),

hereby represented by Mrs Bernardine Vos, private employee, residing professionally in Luxembourg by virtue of a proxy given on November 28, 2006.

The said proxy, signed *ne varietur* by the representative of the appearing party and by the undersigned notary will remain attached to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party is the sole shareholder of PROPERTY TRUST KARBEN, S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 7, rue de la Chapelle, L-1325 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), with a share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg, section B, under number 110.979, incorporated following a deed of the undersigned notary on 29 September 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 121, of 18 January 2006, and whose articles of incorporation have not yet been amended (the «Company»).

The appearing party, having recognised to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:



*Agenda:*

1. To amend the object clause of the Company so that the first paragraph of article 3 of the Company's articles of incorporation shall forthwith read as follows:

«The object of the Company is (i) the direct and/or indirect acquisition and holding of real estate in any kind or form in Luxembourg and/or outside Luxembourg, (ii) the acquisition and holding of interests in any kind or form in Luxembourg and/or in foreign undertakings, (iii) the administration, development and management of any kind or nature of such real estate holdings and/or interests as well as (iv) the direct and/or indirect financial assistance to such undertakings in which it holds a participation or which are members of its group of companies.»

2. To increase the Company's corporate capital by an amount of four hundred seven thousand one hundred fifty euro (EUR 407,150.-) so as to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), to an amount of four hundred nineteen thousand six hundred fifty euro (EUR 419,650.-), and to issue sixteen thousand two hundred eighty-six (16,286) new shares, each with a nominal value of twenty-five euro (EUR 25.-), having the same rights and privileges as those attached to the existing shares.

3. To accept the subscription of the sixteen thousand two hundred eighty-six (16,286) new shares, each with a nominal value of twenty-five euro (EUR 25.-), by the existing shareholder of the Company, PROPERTY TRUST LUXEMBOURG 1, S.à r.l., and to accept payment in full of the nominal value of each such new shares as well as of a share premium in an aggregate amount of three million six hundred sixty-four thousand three hundred fifty euro (EUR 3,664,350.-) by a contribution in cash and to allocate these newly issued shares to PROPERTY TRUST LUXEMBOURG 1, S.à r.l. in consideration for its contribution in cash and to acknowledge the effectiveness of the capital increase.

4. To amend article 5 of the articles of incorporation of the Company so as to reflect the resolutions to be adopted under items 2 to 3.

Has requested the undersigned notary to document the following resolutions:

*First resolution*

The sole shareholder resolved to amend the object clause of the Company so that the first paragraph of article 3 of the Company's articles of incorporation shall forthwith read as follows:

«The object of the Company is (i) the direct and/or indirect acquisition and holding of real estate in any kind or form in Luxembourg and/or outside Luxembourg, (ii) the acquisition and holding of interests in any kind or form in Luxembourg and/or in foreign undertakings, (iii) the administration, development and management of any kind or nature of such real estate holdings and/or interests as well as (iv) the direct and/or indirect financial assistance to such undertakings in which it holds a participation or which are members of its group of companies.»

*Second resolution*

The sole shareholder resolved to increase the Company's corporate capital by an amount of four hundred seven thousand one hundred fifty euro (EUR 407,150.-) so as to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), to an amount of four hundred nineteen thousand six hundred fifty euro (EUR 419,650.-).

*Third resolution*

The sole shareholder resolved to issue sixteen thousand two hundred eighty-six (16,286) new shares, each with a nominal value of twenty-five euro (EUR 25.-), having the same rights and privileges as those attached to the existing shares.

*Subscription*

There now appeared Mrs Bernardine Vos, prenamed, acting in her capacity as duly authorized attorney in fact of PROPERTY TRUST LUXEMBOURG 1, S.à r.l., by virtue of the above-mentioned proxy.

The person appearing declared to subscribe in the name and on behalf of PROPERTY TRUST LUXEMBOURG 1, S.à r.l., for the sixteen thousand two hundred eighty-six (16,286) new shares, each with a nominal value of twenty-five euro (EUR 25.-), and to make payment in full of the nominal value of each such new shares as well as of a share premium in an aggregate amount of three million six hundred sixty-four thousand three hundred fifty euro (EUR 3,664,350.-) by a contribution in cash.

The person appearing declared, and the sole shareholder recognised, that each new share issued has been entirely paid up in cash and that the Company has at its disposal the amount of four million seventy-one thousand five hundred euro (EUR 4,071,500.-) proof of which is given to the undersigned notary who expressly records this statement.

Thereupon the sole shareholder resolved to accept the said subscription and payment and to allot the sixteen thousand two hundred eighty-six (16,286) new shares to PROPERTY TRUST LUXEMBOURG 1, S.à r.l.

*Fourth resolution*

As a result of the above resolutions, the sole shareholder resolved to amend the first paragraph of article 5 of the articles of incorporation of the Company, which shall forthwith read as follows:

« **Art. 5. Subscribed capital.** The issued capital of the Company is set at four hundred nineteen thousand six hundred fifty euro (EUR 419,650.-) divided into sixteen thousand seven hundred eighty-six (16,786) shares, with a nominal value of twenty-five euro (EUR 25.-) each, all of which are fully paid up.»

#### *Costs and expenses*

The costs, expenses, remunerations or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed at forty-four thousand euro (EUR 44,000.-).

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a French version and that at the request of the appearing person and in case of divergences between the two versions, the English version will prevail.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary, by her surname, first name, civil status and residence, has signed together with the notary the present original deed.

Whereas the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille six, le vingt-huit novembre.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire, résidant à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

PROPERTY TRUST LUXEMBOURG 1, S.à r.l., une société à responsabilité limitée établie à Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, Section B, sous le numéro 109.812 et ayant son siège social à 7, rue de la Chapelle, L-1325 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) ayant un capital social de sept cent cinquante-deux mille sept cent cinquante euros (EUR 752.750.-),

représentée aux fins des présentes par Mme Bernardine Vos, employée privée, demeurant à Luxembourg, aux termes d'une procuration donnée le 28 novembre 2006.

La prédite procuration, signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et par le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

La partie comparante est le seul associé de la société PROPERTY TRUST KARBEN, S.à r.l., une société à responsabilité limitée établie à Luxembourg, ayant son siège social à 7, rue de la Chapelle, L-1325 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), avec capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-), inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 110.979 et constituée par acte reçu du notaire instrumentant, en date du 29 septembre 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 121, du 18 janvier 2006, les statuts de laquelle n'ont encore jamais été modifiés (la «Société»).

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-avant, reconnaissant être parfaitement informée des décisions à intervenir sur base de l'ordre du jour suivant:

#### *Ordre du jour:*

1. Modification de l'objet social de la Société afin que le premier alinéa de l'article 3 des statuts de la Société ait désormais la teneur suivante:

«La Société a pour objet (i) l'acquisition et la détention, directe et/ou indirecte, de biens immobiliers de toute nature et sous toute forme que ce soit à Luxembourg et/ou en-dehors du Luxembourg, (ii) la prise de participations de toute nature et sous toute forme que ce soit et la détention de ces participations dans toutes entreprises luxembourgeoises et/ou étrangères, (iii) l'administration, la gestion et la mise en valeur de toute nature et sous toute forme de ces biens immobiliers et/ou participations ainsi que (iv) le financement direct ou indirect des entreprises dans lesquelles elle participe ou qui font partie de son groupe.»

2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de quatre cent sept mille cent cinquante euros (EUR 407.150.-) de manière à le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-), à un montant de quatre cent dix-neuf mille six cent cinquante euros (EUR 419.650.-) et émission de seize mille deux cent quatre-vingt-six (16.286) nouvelles parts sociales, ayant chacune une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25.-), ayant les mêmes droits et privilèges que ceux attachés aux parts sociales existantes.

3. Acceptation de la souscription des seize mille deux cent quatre-vingt-six (16.286) nouvelles parts sociales, ayant chacune une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25.-), par l'associé existant de la Société, PROPERTY TRUST LUXEMBOURG 1, S.à r.l., et acceptation de la libération intégrale de la valeur nominale de chacune de ces nouvelles parts sociales ainsi que du paiement d'une prime d'émission d'un montant total de trois millions six cent soixante-quatre mille trois cent cinquante euros (EUR 3.664.350.-) par un apport en numéraire et attribution des nouvelles parts sociales à PROPERTY TRUST LUXEMBOURG 1, S.à r.l., en contrepartie de son apport en numéraire et acceptation de l'effectivité de l'augmentation de capital.

4. Modification de l'article 5 des statuts de la Société afin de refléter les résolutions devant être adoptées conformément aux points 2 à 3.

A requis le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

*Première résolution*

L'associé unique a décidé de modifier l'objet social de la Société afin que le premier alinéa de l'article 3 des statuts de la Société ait désormais la teneur suivante:

«La Société a pour objet (i) l'acquisition et la détention, directe et/ou indirecte, de biens immobiliers de toute nature et sous toute forme que ce soit à Luxembourg et/ou en-dehors du Luxembourg, (ii) la prise de participations de toute nature et sous toute forme que ce soit et la détention de ces participations dans toutes entreprises luxembourgeoises et/ou étrangères, (iii) l'administration, la gestion et la mise en valeur de toute nature et sous toute forme de ces biens immobiliers et/ou participations ainsi que (iv) le financement direct ou indirect des entreprises dans lesquelles elle participe ou qui font partie de son groupe.»

*Deuxième résolution*

L'associé unique a décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de quatre cent sept mille cent cinquante euros (EUR 407.150,-) de manière à le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), à un montant de quatre cent dix-neuf mille six cent cinquante euros (EUR 419.650,-).

*Troisième résolution*

L'associé unique a décidé d'émettre seize mille deux cent quatre-vingt-six (16.286) nouvelles parts sociales, ayant chacune une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-), ayant les mêmes droits et privilèges que ceux attachés aux parts sociales existantes.

*Souscription*

Est ensuite intervenue Mme Bernardine Vos, précitée, agissant en sa qualité de mandataire dûment autorisé de PROPERTY TRUST LUXEMBOURG 1, S.à r.l., en vertu de la procuration mentionnée ci-avant.

Laquelle comparante a déclaré souscrire au nom et pour le compte de PROPERTY TRUST LUXEMBOURG 1, S.à r.l., les seize mille deux cent quatre-vingt-six (16.286) nouvelles parts sociales, ayant chacune une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-), et libérer intégralement la valeur nominale de chacune de ces nouvelles parts sociales ainsi que payer une prime d'émission d'un montant total de trois millions six cent soixante-quatre mille trois cent cinquante euros (EUR 3.664.350,-) par un apport en numéraire.

La comparante a déclaré et l'associé unique a reconnu que chaque part sociale nouvelle a été entièrement libérée en espèces et que la somme de quatre millions soixante et onze mille cinq cents euros (EUR 4.071.500,-) se trouve à la libre disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné qui le constate expressément.

L'associé unique a décidé d'accepter ladite souscription et libération et d'attribuer les seize mille deux cent quatre-vingt-six (16.286) nouvelles parts sociales à PROPERTY TRUST LUXEMBOURG 1, S.à r.l.

*Troisième résolution*

En conséquence des résolutions adoptées ci-dessus, l'associé unique a décidé de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5. Capital social.** Le capital émis de la Société est fixé à quatre cent dix-neuf mille six cent cinquante euros (EUR 419.650,-) divisé en seize mille sept cent quatre-vingt-six (16.786) parts sociales ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, chaque part sociale étant entièrement libérée.»

*Evaluation des Frais*

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont évalués à quarante-quatre mille euros (EUR 44.000,-).

Le notaire soussigné, qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française et qu'à la demande du même comparant, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Signé: B. Vos, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 29 novembre 2006, vol. 156S, fol. 35, case 6. — Reçu 40.715 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 décembre 2006.

G. Lecuit.

Référence de publication: 2007004414/220/171.

(060136834) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2006.

**Antko Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.  
R.C.S. Luxembourg B 122.378.

---

**STATUTS**

L'an deux mille six, le quatorze novembre.

Par-devant Maître Emile Schlessler, notaire de résidence à Luxembourg, 35, rue Notre-Dame.

A comparu:

MERCURIA SERVICES S.A., société anonyme, avec siège social à L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, sous la section B et le numéro 48.840, représentée par Mademoiselle Kathy Marchione, employée privée, demeurant professionnellement à L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt,

en vertu d'une procuration sous seing privé, datée du 8 novembre 2006,

laquelle procuration, paraphée ne varietur, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec celui-ci.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte des statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer par les présentes.

**Dénomination - Siège - Objet - Durée**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est constitué une société à responsabilité limitée, régie par les présents statuts et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur, notamment par celles du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, du 18 septembre 1933 sur les sociétés à responsabilité limitée et du 28 décembre 1992 sur les sociétés à responsabilité limitée, telles que modifiées.

A tout moment, un associé unique peut s'associer à un ou plusieurs partenaires et, de la même manière, les associés ultérieurs peuvent prendre toutes mesures appropriées pour restaurer le caractère unipersonnel de la société. Aussi longtemps que la Société demeure avec un seul associé, ce dernier exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée générale des associés.

**Art. 2.** La dénomination de la Société sera ANTKO MANAGEMENT S.à r.l.

**Art. 3.** La Société a pour objet l'acceptation et l'exécution de mandats en tant que liquidateur de sociétés luxembourgeoises. Elle peut accepter tous mandats, effectuer toutes opérations à caractère fiduciaire dans les limites des lois et règlements en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg, et plus généralement, promouvoir et réaliser tous actes, transactions, opérations et activités se rattachant directement ou indirectement à son objet ou de nature à en faciliter la réalisation.

**Art. 4.** Le siège social est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par décision modificatrice des statuts. Le siège social pourra être transféré dans la commune par décision de la gérance.

La Société pourra ouvrir des bureaux ou succursales, au Luxembourg et à l'étranger.

Au cas où la gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise. Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par la gérance.

**Art. 5.** La Société est constituée pour une durée indéterminée.

**Art. 6.** Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

**Art. 7.** Les créanciers, représentants, ayants droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées.

**Capital - Parts sociales**

**Art. 8.** Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,00), représenté par cinq cents (500) parts sociales de vingt-cinq euros (EUR 25,00) chacune.

**Art. 9.** Chaque part sociale confère un droit de vote identique lors de la prise de décisions.

**Art. 10.** Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Aucune cession de parts sociales entre vifs à un tiers non- associé ne peut être effectuée qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Pour le reste, il est référé aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales.

Les parts sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

### Gérance

**Art. 11.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) n'est (ne sont) pas obligatoirement associé(s). Le(s) gérant(s) est (sont) révocable(s) ad nutum.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) aura(auront) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la loi ou les présents statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société se trouve engagée vis à vis des tiers, en toutes circonstances et pour toutes opérations, par la seule signature du gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants.

Les pouvoirs et rémunérations des gérants éventuellement nommés postérieurement en sus ou en remplacement des premiers gérants seront déterminés dans l'acte de nomination.

**Art. 12.** Un gérant ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

La Société indemniserà tout gérant et leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous frais, dommages, coûts et indemnités raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes de gérants, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancière et que de ce fait ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite pour les cas où ils auraient été déclarés coupables pour négligence grave ou pour avoir manqué à leurs devoirs envers la Société; en cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les matières couvertes par l'arrangement transactionnel et dans le cas où la Société serait informée par son conseil juridique que la personne à indemniser n'aura pas manqué à ses devoirs envers la Société. Le droit à indemnisation qui précède n'exclut pas pour les personnes susnommées d'autres droits auxquels elles pourraient prétendre.

**Art. 13.** Les décisions des gérants sont prises en réunions du conseil de gérance.

Chaque gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit ou par télécopie, câble, télex ou télex un autre gérant pour le représenter.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance.

Dans ces cas, les résolutions ou décisions à prendre seront expressément prises, soit formulées par écrit par voie circulaire, par courrier ordinaire, électronique ou télécopie, soit par téléphone, téléconférence ou autre moyen de télécommunication.

### Décisions des associés

**Art. 14.** Les décisions des associés sont prises en assemblées générales.

Toutefois, la tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés est inférieur à vingt-cinq. Dans ce cas, chaque associé recevra le texte complet de chaque résolution ou décision à prendre, expressément formulées et émettra son vote par écrit, transmis par courrier ordinaire, électronique ou télécopie.

**Art. 15.** Les résolutions ne sont valablement adoptées que pour autant qu'elles soient prises par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée, une seconde assemblée sera immédiatement convoquée par lettre recommandée.

Lors de cette deuxième assemblée, les résolutions seront adoptées à la majorité des associés votant quelle que soit la portion du capital représenté.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Toute assemblée se tiendra à Luxembourg ou à tout autre endroit que la gérance déterminera.

Un associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 relatives aux sociétés à responsabilité limitée.

Il s'ensuit que toutes décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par l'associé unique.

### Exercice social - Comptes annuels

**Art. 16.** L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre.

**Art. 17.** Chaque année, avec effet au trente et un décembre, la gérance établira le bilan qui contiendra l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes actives et passives, avec une annexe contenant en résumé tous ses engagements, ainsi que les dettes des gérants et associés envers la société.

Au même moment la gérance préparera un compte de profits et pertes qui sera soumis à l'assemblée ensemble avec le bilan.

**Art. 18.** Tout associé peut prendre communication, au siège social de la Société, de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes.

**Art. 19.** L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde du bénéfice net est distribué entre les associés.

Néanmoins, les associés peuvent, à la majorité prévue par la loi, décider qu'après déduction de la réserve légale, le bénéfice sera reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

### Dissolution - Liquidation

**Art. 20.** Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés au pro rata de leur participation dans le capital de la Société.

Un associé unique peut décider de dissoudre la Société et de procéder à sa liquidation en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et passifs, connus et inconnus, de la Société.

### Loi applicable

**Art. 21.** Les lois mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, ainsi que leurs modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'est pas dérogé par les présents statuts.

### Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution pour finir le trente et un décembre deux mille sept.

### Souscription et Libération

Les cinq cents (500) parts sociales ont été souscrites par l'associée unique, MERCURIA SERVICES S.A., société anonyme, avec siège social à L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

Le souscripteur comparant déclare et reconnaît que chacune des parts sociales a été intégralement libérée de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,00) est dès à présent à la libre disposition de la société ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

### Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est évalué à la somme de mille deux cents euros (EUR 1.200,00).

### Décisions de l'associée unique

La comparante, représentant la totalité du capital social, a ensuite pris les décisions suivantes:

1.- Le nombre des gérants est fixé à quatre.

2.- Sont nommés gérants pour une durée indéterminée:

a) Monsieur Nicolaus Bocklandt, administrateur-délégué, né à Manderfeld (Belgique), le 25 novembre 1956, demeurant professionnellement à L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt,

b) Monsieur Michel Raffoul, administrateur-directeur, né à Accra (Ghana), le 9 novembre 1951, demeurant professionnellement à L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt,

c) Monsieur Alain Peigneux, directeur de société, né à Huy (Belgique), le 27 février 1968, demeurant professionnellement à L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt,

d) Madame Catherine Koch, directeur de société, née à Sarreguemines (France), le 12 février 1965, demeurant professionnellement à L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

La société se trouve engagée, en toutes circonstances, par la signature conjointe de deux gérants.

3.- L'adresse de la société est fixée à L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la représentante de la comparante, connue du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: K. Marchione, E. Schlessler.

Enregistré à Luxembourg, le 17 novembre 2006, vol. 30CS, fol. 40, case 10. — Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 décembre 2006.

Référence de publication: 2007004373/227/193.

(060137201) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2006.

**Auditas S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5465 Waldbredimus, 5, rue Wiltheim.

R.C.S. Luxembourg B 73.699.

*Extrait de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires du 14 décembre 2006*

L'Assemblée décide de nommer M. Michal Wittmann domicilié au 27, rue de Trintange à L-5465 Waldbredimus en tant qu'administrateur dont le mandat expirera le 13 décembre 2008.

Le 14 décembre 2006.

Pour extrait conforme

X. Marcinowski

Référence de publication: 2007004447/3386/15.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2006, réf. LSO-BX04405. - Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(060137204) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2006.

**CANIServices S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5445 Schengen, 100, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 122.376.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendsechs, den siebten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Dr. Emile Schlessler, mit dem Amtswohnsitz in Luxemburg, 35, rue Notre-Dame.

Ist erschienen:

Frau Pascale Jüch, diplomierte Zoologin, geboren in Luxemburg, am 12. Juni 1975, wohnhaft in L-5445 Schengen, 100, route du Vin.

Welche Komparentin den amtierenden Notar ersucht, die Satzung einer zu gründenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung zu beurkunden wie folgt:

**Art. 1.** Es wird hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach luxemburgischem Recht gegründet, die dem nachstehenden Gesellschaftsvertrag sowie der diesbezüglichen Gesetzgebung unterliegt.

**Art. 2.** Zweck der Gesellschaft ist die Analyse von Caniden-spezifischen Verhaltensweisen, die Betreuung und Beratung bei Problemen in der Hundehaltung und das Angebot eines Dogwalking Service.

Desweiteren ist es der Gesellschaft erlaubt, sämtliche Geschäfte industrieller, kaufmännischer, finanzieller, mobiliarer und immobilärer Natur zu tätigen, welche mittelbar und unmittelbar mit dem Hauptzweck in Zusammenhang stehen oder zur Erreichung und Förderung des Hauptzweckes der Gesellschaft dienlich sein können. Die Gesellschaft ist ermächtigt, diese Tätigkeiten sowohl im Grossherzogtum Luxemburg wie auch im Ausland auszuführen.

**Art. 3.** Die Gesellschaft hat eine unbeschränkte Dauer.

**Art. 4.** Die Gesellschaft führt den Namen CANIServices S.à r.l.

**Art. 5.** Der Sitz der Gesellschaft ist in Schengen.

Er kann durch Beschluss einer ausserordentlichen Gesellschafterversammlung an jeden anderen Ort des Grossherzogtums verlegt werden.

**Art. 6.** Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,00) und ist eingeteilt in hundertfünfundzwanzig (125) Geschäftsanteile zu je hundert Euro (EUR 100,00).

Diese hundertfünfundzwanzig (125) Geschäftsanteile wurden von der alleinigen Gesellschafterin, Frau Pascale Jüch, diplomierte Zoologin, wohnhaft in L-5445 Schengen, 100, route du Vin, gezeichnet.

Die Geschäftsanteile wurden voll in bar eingezahlt, sodass ab heute der Gesellschaft die Summe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,00) zur Verfügung steht, was die Gesellschafterin anerkennt.

**Art. 7.** Das Kapital kann jederzeit, unter den gesetzlichen Bedingungen, abgeändert werden.

**Art. 8.** Jeder Anteil berechtigt zur proportionalen Beteiligung an den Nettoaktiva und an den Gewinnen der Gesellschaft.

**Art. 9.** Die Geschäftsanteile sind frei übertragbar, solange die Gesellschaft aus nur einem Gesellschafter besteht.

Sie können unter Lebenden nur mit der Zustimmung aller Gesellschafter an Nichtgesellschafter übertragen werden.

**Art. 10.** Tod, Verlust der Geschäftsfähigkeit, Konkurs oder Zahlungsunfähigkeit eines Gesellschafters lösen die Gesellschaft nicht auf.

**Art. 11.** Gläubiger, Berechtigte oder Erben können nie einen Antrag auf Siegelanlegung am Gesellschaftseigentum oder an den Gesellschaftsschriftstücken stellen.

**Art. 12.** Die Gesellschaft hat einen oder mehrere Geschäftsführer, welche nicht Gesellschafter sein müssen, und welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden.

Die Generalversammlung bestimmt die Befugnisse der Geschäftsführer.

**Art. 13.** Bezüglich der Verbindlichkeit der Gesellschaft sind die Geschäftsführer als Beauftragte nur für die Ausführung ihres Mandates verantwortlich.

**Art. 14.** Solange die Gesellschaft aus nur einem Gesellschafter besteht, hat dieser alle Befugnisse, die das Gesetz der Gesellschafterversammlung gibt.

Sollte zu einem späteren Zeitpunkt die Gesellschaft aus mehreren Gesellschaftern bestehen, sind die Beschlüsse der Gesellschaft erst dann rechtswirksam, wenn sie von den Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals darstellen, angenommen werden. Beschlüsse, welche eine Abänderung der Statuten bewirken, sind nur dann rechtswirksam, wenn sie von Gesellschaftern angenommen wurden, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

Beschlüsse der Gesellschaft werden in ein Spezialregister eingetragen. Verträge die zwischen dem alleinigen Gesellschafter und der Gesellschaft, vertreten durch letzteren, abgeschlossen wurden, werden ebenfalls in ein Spezialregister eingetragen.

**Art. 15.** Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreissigsten Dezember.

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Gründungstag und endet am einunddreissigsten Dezember zweitausendsechs.

**Art. 16.** Am einunddreissigsten Dezember eines jeden Jahres werden die Konten abgeschlossen, und die Geschäftsführung erstellt den Jahresabschluss in Form einer Bilanz nebst Gewinn- und Verlustrechnung.

**Art. 17.** Am Gesellschaftssitz kann jeder Gesellschafter während der Geschäftszeit Einsicht in die Bilanz und in die Gewinn- und Verlustrechnung nehmen.

**Art. 18.** Der nach Abzug der Kosten, Abschreibungen und sonstigen Lasten verbleibende Betrag stellt den Nettogewinn dar.

Fünf Prozent dieses Gewinnes werden der gesetzlichen Rücklage zugeführt, bis diese zehn Prozent des Gesellschaftskapitals erreicht hat. Der verbleibende Betrag steht der Gesellschafterversammlung zur freien Verfügung.

**Art. 19.** Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren, von der Gesellschafterversammlung ernannten Liquidatoren, welche nicht Gesellschafter sein müssen, durchgeführt. Die Gesellschafterversammlung legt deren Befugnisse und Bezüge fest.

**Art. 20.** Für alle Punkte, welche nicht in dieser Satzung festgelegt sind, sind die gesetzlichen Bestimmungen anwendbar.

#### *Schätzung der Gründungskosten*

Die Kosten und Gebühren, unter irgendwelcher Form, welche der Gesellschaft wegen ihrer Gründung obliegen oder zur Last gelegt werden, werden auf tausendzweihundert Euro (EUR 1.200,00) abgeschätzt.

#### *Ausserordentliche Generalversammlung*

Sodann erklärt die alleinige Gesellschafterin, folgende Beschlüsse zu fassen:

1. Die Zahl der Geschäftsführer wird auf eins festgesetzt.
2. Zur Geschäftsführerin wird auf unbestimmte Dauer ernannt:

Frau Pascale Jüch, vorgeannt.

Die Gesellschaft wird durch die alleinige Unterschrift der Geschäftsführerin rechtsgültig verpflichtet.

3. Die Adresse der Gesellschaft lautet:

L-5445 Schengen, 100, route du Vin.

Worüber Urkunde, aufgenommen wurde in Luxemburg, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung von allem Vorstehenden an die Komparentin, hat dieselbe die gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: P. Jüch, E. Schlessler.

Enregistré à Luxembourg, le 8 décembre 2006, vol. 156S, fol. 46, case 7. — Reçu 125 euros.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

Für gleichlautende Ausfertigung, auf stempelfreiem Papier, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.



Luxembourg, den 14. Dezember 2006.

Référence de publication: 2007004374/227/110.

(060137195) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2006.

**Kiekert Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R.C.S. Luxembourg B 122.405.

—  
STATUTES

In the year two thousand and six, on the thirtieth day of November.

Before the undersigned Maître Joseph Elvinger, notary public, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

1) ALEXANDRA GLOBAL MASTER FUND LTD., a limited company organized and existing under the laws of the British Virgin Islands, with its registered office at Citco Building, Wickhams Cay, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, and registered with the Registrar of Companies of the British Virgin Islands under number 473162;

2) BlueBay HIGH YIELD INVESTMENTS (LUXEMBOURG), S.à r.l., a société à responsabilité limitée organized and existing under the laws of Luxembourg, with its registered office at 20, rue de la Poste, L-2364 Luxembourg, registered with the Trade and Companies Register under number B 105398;

3) ELQ INVESTORS LTD., a private limited company organized and existing under the laws of England, with its registered office at Peterborough Court, 133 Fleet Street, London EC4A 2BB, England and registered with the Registrar of Companies for England and Wales under number 4762058;

4) MORGAN STANLEY & CO. INTERNATIONAL LIMITED, a private limited company organized and existing under the laws of England, with its registered office at 25, Cabot Square, Canary Wharf, London E14 4QA, England, and registered with the Companies Registration Office of Cardiff under number 2068222;

5) NIBC BANK N.V., a public limited liability company organized and existing under the laws of The Netherlands, with its registered office at Carnegieplein 4, 2517 KJ, The Hague, The Netherlands, and registered with the Chambers of Commerce of The Hague under number 27032036; and

6) SPCP LUXEMBOURG, S.à r.l., a société à responsabilité limitée organized and existing under the laws of Luxembourg, with its registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, and registered with the Trade and Companies Register under number B 114380.

All here represented by Hubert Janssen, jurist, residing professionally in Luxembourg, by virtue of proxies, given under private seal.

The said proxies, initialled ne varietur by the appearing parties and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, acting in their hereabove stated capacity, have required the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which they declare organized and the articles of association of which shall be as follows:

**A. Purpose - Duration - Name - Registered office**

**Art. 1.** There is hereby established among the current owner(s) of the shares created hereafter and all those who may become shareholders in the future, a société à responsabilité limitée (the «Company») which shall be governed by the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended, as well as by these articles of association.

**Art. 2.** The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of its purpose.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

**Art. 3.** The Company is incorporated for an unlimited period of time.

**Art. 4.** The Company will assume the name of KIEKERT LUXCO, S.à r.l.

**Art. 5.** The registered office of the Company is established in Luxembourg City. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of a general meeting of its shareholders. Within the same borough, the registered office may be transferred through simple resolution of the Board of Managers.

## **B. Share capital - Transfer of shares**

**Art. 6.** The Company's share capital is set at two hundred fifty five thousand euro (EUR 255,000.-) represented by ten thousand two hundred (10,200) shares with a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each. All shares shall be and remain in registered form.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings. Any new shares to be subscribed shall be offered on a pre-emptive basis to the existing shareholders in the proportion of the capital represented by their shares.

**Art. 7.** The share capital may be modified at any time by a decision of the shareholders taken in accordance with the provisions of Article 29.

**Art. 8.** The Company will recognize only one holder per Share. Joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

**Art. 9.** The Company's shares are freely transferable among shareholders. Inter vivos, they may only be transferred to non-shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital.

**Art. 10.** The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the shareholders will not cause the dissolution of the Company.

## **C. Management**

**Art. 11.** Subject to vacancies occurring in compliance with the terms hereof, the Company shall have a Board of Managers consisting of up to six (6) Managers. The Board of Managers shall appoint a chairman of the board of managers (the «Chairman of the Board») from amongst the Managers. The Company shall be bound in all circumstances by the signature of two Managers.

**Art. 12.** Each shareholder or group of shareholders acting in concert that holds in excess of fifteen per cent (15%) of the shares shall have the right to nominate one candidate for appointment as a member of the Board of Managers for each fifteen per cent (15%) of the shares held by such shareholder or group of shareholders; provided that any Shares held by any employee or director of the Company and/or its Subsidiaries on the basis of a management incentive plan (whether issued directly to such employee or director or upon exercise, conversions and/or exchange of any other instrument issued directly to such employee or director) shall be disregarded for the purpose of such calculation. Each nominee designated in accordance with the preceding sentence is referred to as a «Major Shareholder Nominee.» At or prior to five (5) Business Days preceding the date of any Shareholders' Meeting where the Board of Managers is to be elected, each shareholder and each shareholder group entitled to nominate one or more candidates for election to the Board of Managers shall notify the Chairman of the Board of such Major Shareholders' nominees. Promptly thereafter, the Chairman of the Board shall notify all shareholders of each candidate that has been nominated to stand for election to the Board of Managers at the relevant Shareholders' meeting, together with the relevant shareholders that have nominated such candidate. Where the number of Major Shareholder Nominees is less than six (6), the Chairman of the Board shall notify the shareholders of such fact, specifying that each shareholder shall have the right to nominate one (1) candidate to stand for election to the Board of Managers, provided that any Shares held by any employee or director of the Company and/or its Subsidiaries on the basis of a management incentive plan (whether issued directly to such employee or director or upon exercise, conversions and/or exchange of any other instrument issued directly to such employee or director) shall be disregarded for the purpose of such nomination. Each nominee designated in accordance with the preceding sentence is referred to as a «Non-Major Shareholder Nominee» and the Major Shareholder Nominees, together with the Non-Major Shareholder Nominees, are referred to as the «Nominees».

**Art. 13.** The members of the Board of Managers shall be appointed from among the Nominees with the affirmative vote of shareholders representing a Simple Majority. Each shareholder shall vote its shares to elect, inter alios, the Major Shareholder Nominees. Any remaining members of the Board of Managers shall be elected from the Non-Major shareholder Nominees. Each Manager shall hold office until the next Annual Shareholders' Meeting or, if sooner, until resignation or removal in accordance with the articles of association.

**Art. 14.** Each Shareholder or Shareholder group who designates a Major Shareholder Nominee shall have the right to remove and replace, at any time and for any reason (with or without cause), any such Major Shareholder Nominee as Manager, and the other shareholders shall vote their shares as required to effect such removal and/or replacement.

**Art. 15.** In the event of the death or resignation of a Manager that is a Major Shareholder Nominee, the shareholder or shareholder group who designated such Major Shareholder Nominee shall have the right to replace such Manager, and the other shareholders shall vote their shares as required to effect such removal and/or replacement.

**Art. 16.** No shareholder shall seek the removal or replacement of any Manager that is a Major Shareholder Nominee, except in compliance with Article 15.

**Art. 17.** The duties and responsibilities of the Board of Managers shall be to manage the affairs of the Company and make all decisions with respect thereto, including without limitation (i) all matters delegated to it by law, (ii) all matters brought before it by any Manager and (iii) each of the following matters (all of the foregoing collectively, the «Board Matters»), in each case, in accordance with the articles of association:

- (i) the approval of any Budget (other than the initial budget or a rollover budget);
- (ii) any change in the auditors of any Material Subsidiary;
- (iii) the approval of any adoption, amendment, modification, supplement or replacement of the articles of association, bylaws or any other organizational documents of any Material Subsidiary, including the approval of adequate mechanisms implementing the requirements set forth in Clause 2.3(e);
- (iv) the approval of the annual financial statements of any Material Subsidiary;
- (v) any merger, consolidation of or similar transaction involving any Material Subsidiary, whether in one transaction or in a series of related transactions;
- (vi) the acquisition by the Company or any of its Subsidiaries, whether in one transaction or in a series of related transactions, of any entity, business or assets not included in the Budget if the aggregate payments or the fair market value of the assets involved in such acquisitions exceeds five (5) million euros (EUR 5,000,000.-) for all such acquisitions in any fiscal year;
- (vii) any disposal of assets of the Company or any of its Subsidiaries not contemplated by the Budget if the fair market value of all such assets so disposed of since the date of these articles of association exceeds ten per cent (10%) of the consolidated assets of the Kiekert Group, as reflected in the audited consolidated balance sheet total of Kiekert Group as of December 31, 2006;
- (viii) any increase or decrease in the share capital of any Subsidiary of the Company, and any issuance of Capital Stock of any Subsidiary of the Company, in each case, other than to the Company or another Subsidiary of the Company (including any such issuance pursuant to a management incentive plan);
- (ix) any authorization, declaration or payment of any dividend, distribution or other return of capital of any Subsidiary of the Company, and any redemption, purchase or acquisition of Capital Stock of any such Subsidiary, in each case, other than to the Company or a Subsidiary of the Company;
- (x) the incurrence of any Indebtedness by the Company or any of its Subsidiaries (other than Intra-group Loans) if the aggregate principal amount of such Indebtedness exceeds ten million euros (EUR 10,000,000.-), or if it is a Finance Lease, exceeds twenty-five million euros (EUR 25,000,000.-), at any time outstanding, unless such Indebtedness is contemplated by the Budget;
- (xi) the creation of any Encumbrance over the assets of the Company or any of its Subsidiaries if the total fair market value of all assets subject to such Encumbrances represents more than five per cent (5%) of the consolidated assets of the Company and its Subsidiaries (as of the date of the most recently issued consolidated balance sheet), unless such Encumbrance secures Indebtedness outstanding on the date hereof of the Company and its present and future Subsidiaries or constitutes a statutory lien;
- (xii) any capital expenditures by the Company or any of its Subsidiaries if the total of all such capital expenditures during any fiscal year exceeds by fifteen per cent (15%) the capital expenditures provided for in the Budget for such fiscal year;
- (xiii) the commencement or settlement of any litigation, arbitration or other proceeding relating to the Company or any of its Subsidiaries which is reasonably likely to result in a liability for the Company or its Subsidiaries in an amount in excess of two million euros (EUR 2,000,000.-);
- (xiv) the appointment or dismissal of the CEO, CFO and CRO, if any, of the Company (provided, however, that this provision shall not apply to the appointment and dismissal of Managers under these articles of association), GmbH and AG (the «Senior Management») (including as to remuneration of any such member of Senior Management), as well as the conclusion, amendment and termination of employment, severance or other similar agreements with such Senior Management;
- (xv) the adoption of any management incentive plan of the Company or any Material Subsidiary;
- (xvi) any filing by a Material Subsidiary for insolvency or the admission in writing by a Material Subsidiary of the bankruptcy, insolvency or general inability of a Material Subsidiary to pay its debts as they become due (in each case unless such filing is required by applicable mandatory law);
- (xvii) the commencement of any voluntary winding up, liquidation or dissolution of any Material Subsidiary; and
- (xviii) the submission of any Supermajority Matter to the shareholders for approval.

In no event, however, shall the Board Matters include any matter which, pursuant to applicable law, must be authorized or approved by the shareholders.

**Art. 18.** No action or decision shall be taken by the Board of Managers except at a duly convened meeting of the Board of Managers where a quorum is present. There shall be a quorum for the transaction of business at any meeting of the Board of Managers only when (i) at least a majority of the members of the Board of Managers is present or duly represented and (ii) at least one (1) Manager nominated by each Major Shareholder is present or duly represented for so long as there is at least one (1) Major Shareholder. If, on any date on which a meeting of the Board of Managers is called, no quorum is achieved, the Chairman of the Board shall adjourn the meeting without transacting any business and shall notify all Managers in writing of the date on which the meeting will be reconvened (which date shall not be less than two (2) nor more than five (5) Business Days after the date of the adjourned meeting). At the reconvened meeting a quorum shall be deemed to exist if at least a majority of the members of the Board of Managers is present or duly represented, provided that the agenda for such reconvened meeting must be the same as the agenda for the adjourned meeting.

**Art. 19.** All decisions of the Board of Managers shall be made by a simple majority of all votes cast by the Managers who are present or represented at the relevant quorate meeting, provided, however, that, notwithstanding the foregoing, all Veto Matters shall also require the approval of each Manager present or represented that has been nominated by a Major Sha-

reholder, unless on the date of the relevant Board of Managers meeting, the Major Shareholder which designated such Manager has ceased to be a Major Shareholder.

**Art. 20.** The Board of Managers shall meet quarterly. In addition, the Chairman of the Board shall convene meetings of the Board of Managers promptly after any written request of a Manager. All meetings of the Board of Managers will be conducted in accordance with these articles of association and Luxembourg law. Notice of all meetings of the Board of Managers shall be given by the Chairman of the Board in writing to each Manager, specifying the time and place of the meeting and the agenda therefor, at least seven (7) Business Days in advance of the relevant meeting, provided, however, that, in the case of emergency, a meeting of the Management Board can be held on an expedited basis. The Chairman of the Board shall send notice of each meeting to each Manager or, if the Chairman of the Board fails to send such notice within seven (7) Business Days after receiving a written request for a meeting by a Manager, then the Manager having requested the meeting shall be authorized to send such written notice to each Manager and such notice, if delivered at least seven (7) Business Days prior to the date of such meeting, shall constitute valid notice of any such meeting. Notice of any meeting of the Board of Managers need not be given to any Manager who signs a waiver of notice (whether before, at or after the meeting) or who attends the meeting without objecting to the lack of notice.

**Art. 21.** Regular quarterly meetings of the Board of Managers shall be held in Luxembourg, except as otherwise agreed by the Managers for exceptional reasons.

**Art. 22.** Meetings of the Board of Managers may be held through the use of a videoconference, telephone conference or similar telecommunications device allowing persons participating in the meeting to hear each other at the same time and to speak to each other. Participation in a meeting by such means shall constitute presence in person at the relevant meeting. Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by facsimile another Manager as his or her proxy.

**Art. 23.** The Board of Managers may, without convening a meeting, but acting unanimously, pass resolutions by written circular or any other similar means of communication confirmed in writing. In such a case, the circular or other written approval shall form the minutes evidencing adoption of the relevant resolution.

**Art. 24.** Minutes of all meetings of the Board of Managers shall be drawn up and kept by the Chairman of the Board. All such minutes, together with all circulars and other written evidence of Board of Manager approvals, shall be distributed promptly to all Managers by the Chairman of the Board.

**Art. 25.** Notwithstanding anything herein to the contrary, each transaction, agreement or other arrangement (each, a «Shareholder Transaction») between the Company or any of its Subsidiaries, on the one hand, and any shareholder or Affiliate of such shareholder, on the other hand (or for the benefit of such shareholder or shareholder Affiliate), shall be approved by a simple majority of all votes cast by the Managers who are present or represented at the relevant meeting, in each case, excluding any Managers (the «Excluded Managers») nominated for appointment by the relevant shareholder. For purposes of determining whether a quorum exists at a meeting of the Board of Managers at which any Shareholder Transaction is to be considered, such meeting shall be quorate if a majority of all Managers is present or represented and at least one (1) Manager nominated by each Major Shareholder is present. For the avoidance of doubt, this Art. 25 shall not apply to Shareholder Transactions if all Managers are Excluded Managers.

#### **D. Collective decisions of the shareholders**

**Art. 26.** The annual shareholders' meeting of the Company shall be duly convened by the Chairman of the Board and held within one hundred and eighty (180) days after the last day of each fiscal year (the «Annual Shareholders' Meeting»), at which (among other things) the annual accounts of the Company shall be approved and the Board of Managers shall be elected. In addition, a shareholders' meeting may be convened at any time by the Chairman of the Board or upon written request by a shareholder or a shareholder group owning at least fifteen per cent (15%) of the shares (each, a «Special Shareholders' Meeting») and, together with the Annual Shareholders' Meetings, «Shareholders' Meetings»), in each case, to consider any matter reserved to the shareholders pursuant to applicable law and/or these articles of association for approval, provided, however that in no event may any Special Shareholders' Meeting be convened to consider any Super Majority Matter that has not been recommended by at least one (1) Manager that has been nominated by each Major Shareholder for so long as there is at least one (1) Major Shareholder. For purposes of determining whether a Shareholder or group of Shareholders shall be entitled to call a Special Shareholders' Meeting, any Shares held by any employee or director of the Company and/or its Subsidiaries on the basis of a management incentive plan (whether issued directly to such employee or director or upon exercise, conversions and/or exchange of any other instrument issued directly to such employee or director) shall be disregarded. Subject to the foregoing, a Special Shareholders' Meeting convened at the request of a shareholder or group of shareholders shall be held within fourteen (14) days from the receipt of a valid written request therefor, setting out in detail the matters to be considered and voted upon at such meeting. Upon receipt of any such request, the Chairman of the Board shall convene such meeting by delivering notice thereof to the other shareholders, setting out the date, place and time for such meeting, as well as the matters to be considered and voted upon at such meeting.

**Art. 27.** Minutes of all Shareholders' Meetings shall be drawn up and kept at the registered office of the Company in Luxembourg and made available for inspection during business hours by any shareholder. The Chairman of the Board shall send a copy of such minutes to each Shareholder without undue delay after each Shareholders' Meeting.

**Art. 28.** Each shareholder shall be entitled to cast one vote for each Share that is held by such shareholder with respect to each matter voted on by the shareholders. Except as provided for in Articles 29 and 30 or as required by mandatory law, all resolutions of the Shareholders' Meeting shall be adopted by the affirmative vote of a Simple Majority.

**Art. 29.** Notwithstanding any provision of the articles of association to the contrary, unless required otherwise by mandatory law, the following matters (each a «Super Majority Matter») shall be adopted by the affirmative vote of shareholders representing at least seventy five per cent (75%) of the Shares present and voting:

- (i) the approval of any amendment, modification, supplement or replacement of these articles of association or other organizational documents of the Company;
- (ii) the approval of the annual financial statements of the Company;
- (iii) any merger, consolidation or similar transaction involving the Company, whether in one transaction or in a series of related transactions;
- (iv) any increase or decrease in the Company's share capital and any issuance of Capital Stock of the Company (including any such issuance pursuant to a management incentive plan);
- (v) any authorization, declaration or payment of any dividend, distribution or other return of capital of the Company, and any redemption, purchase or acquisition of Capital Stock of the Company;
- (vi) any filing by the Company for insolvency or the admission in writing by the Company of the bankruptcy, insolvency or general inability of the Company to pay its debts as they become due (in each case unless such filing is required by applicable mandatory law);
- (vii) the commencement of any voluntary winding up, liquidation or dissolution of the Company; and
- (viii) the appointment or change of the Company's auditors.

**Art. 30.** If, notwithstanding the requirements of Article 26 with respect to the recommendation of Super Majority Matters by Managers which have been nominated by a Major Shareholder, a Supermajority Matter is submitted to the shareholders for approval at a Shareholders' Meeting without the prior recommendation from at least one (1) Manager nominated by each Major Shareholder, such Super Majority Matter shall also require the consent of each Major Shareholder in order to be adopted by the shareholders, for so long as there is at least one (1) Major Shareholder.

#### **E. Financial year - Annual accounts -Auditor- Distribution of profits**

**Art. 31.** The Company's year commences on the first day of January of each year and ends on the last day of December of the same year.

**Art. 32.** Each year on the last day of December, the accounts are closed and the Manager(s) prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

**Art. 33.** Five per cent (5%) of the net profit are set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital. The balance may be freely used by the shareholders.

#### **F. Dissolution - Liquidation**

**Art. 34.** In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be shareholders, and which are appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and fees. The liquidators shall have the most extensive powers for the realization of the assets and payment of the liabilities.

The surplus, after payment of the liabilities, shall be distributed among the shareholders proportionally to the shares of the Company held by them.

**Art. 35.** All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended.

#### **G. Definitions**

«Affiliate» means, with reference to a specific Person, any Person that at the time of determination of Affiliate status directly or indirectly, whether through one or more intermediaries, is the Controlling Person of, a Controlled Person of or is under common Control with, such specific Person; provided, that no shareholder shall be deemed an Affiliate of any of the other shareholders solely by reason of any investment in the Company; and provided, further, that neither the Company nor any of its Subsidiaries shall be deemed an Affiliate of any shareholder.

«AG» means KIEKERT AG

«Annual Shareholders' Meeting» has the meaning set forth in Article 26.

«BLUEBAY» means BlueBay HIGH YIELD INVESTMENTS (LUXEMBOURG), S.à r.l., a société à responsabilité limitée organized and existing under the laws of Luxembourg, with registered office at 20, rue de la Poste, L-2364 Luxembourg, registered with the Trade and Companies Register under number B 105398..

«Board Matter(s)» has the meaning set forth in Article 17.

«Board of Managers» or «Board» shall mean the board of managers of the Company.

«Budget» shall mean shall be the initial budget, the restructuring budget (if approved), the most recent annual budget (if approved) or, in the absence of approval of the restructuring budget or an annual budget, the rollover budget.

«Business Day» means a day that is not a Saturday or a Sunday or any other day on which banking institutions in London, Luxembourg or Frankfurt are permitted or obligated to close by law.

«Capital Stock» of any Person means any and all shares, interests, rights to purchase, warrants, equity-linked securities, convertible debentures, options, participations, rights in or other equivalents (however designated) of such Person's capital stock or other equity participations, including partnership interests, whether general or limited, in such Person, including any preferred stock, and any rights, warrants or options exchangeable for or convertible into such capital stock.

«Chairman of the Board» means the chairman of the Board of Managers.

«Company» has the meaning set forth in Article 1.

«Control» means, with reference to a specific Person (other than an individual or a natural person), the possession, directly or indirectly, of the power to direct or cause the direction of the management and policies of such Person, whether through the ownership of voting securities, quotas or equity, by contract or otherwise. For the avoidance of doubt, an investment manager/advisor shall be deemed to «Control» funds managed or advised by it.

«Controlled Person» means, with reference to a specific Person (other than an individual or a natural person), any Person that at the time of determination of Controlled Person status directly or indirectly, whether through one or more intermediaries, is under Control of such specific Person.

«Controlling Person» means, with reference to a specific Person, any Person that at the time of determination of Controlling Person status directly or indirectly, whether through one or more intermediaries, exercises, is entitled to exercise, or has the ability to exercise Control over such specific Person.

«Encumbrance» means any mortgage, pledge, security interest, lien, claim, levy, option, assignment by way of guarantee, easement, privilege, restriction (including any shareholders agreement or voting agreement), attachment or any other charge whatsoever, in each case for the purpose of securing financial indebtedness or financial obligations, or for any other purpose whatsoever. «Encumber» or «Encumbered» means creating or suffering to exist any such Encumbrance.

«Excluded Managers» has the meaning set forth in Article 25.

«Finance Lease» means a contract treated as a finance or capital lease in accordance with GAAP.

«GmbH» means KIEKERT HOLDING, GmbH.

«Indebtedness» means any indebtedness for or in respect of:

- (a) moneys borrowed;
- (b) amounts raised by acceptance under any acceptance credit facility;
- (c) amounts raised pursuant to any note purchase facility or the issue of bonds, notes, debentures, loan stock or any similar instrument;
- (d) (i) the redemption price of any Capital Stock which is expressed to be redeemable on a specific date, upon the happening of any event or at the option of the holder thereof and (ii) the price at which the relevant Person is obliged to purchase, retire, defease or otherwise acquire for value any Capital Stock of any person;
- (e) the amount of any liability in respect of any Finance Lease;
- (f) the amount of any liability in respect of any advance or deferred purchase agreement incurred outside the ordinary course of trading if such transaction has the commercial effect of a borrowing;
- (g) receivables sold or discounted (other than on a non-recourse basis);
- (h) any agreement or option to re-acquire an asset if one of the primary reasons for entering into such agreement or option is to raise finance;
- (i) any amount raised under any other transaction (including any forward sale or purchase agreement) having the commercial effect of a borrowing; and
- (j) the amount of any liability in respect of any guarantee, security or indemnity for any of the items referred to in paragraphs (a) to (i) above, but avoiding double counting.

«Intra-group Loans» means any loan from one member of the KIEKERT GROUP to another member of the KIEKERT GROUP.

«KIEKERT GROUP» means GmbH and its Subsidiaries.

«Major Shareholder» means BLUEBAY, SPCP and their respective Affiliates for as long as they each hold in excess of 15% of the Shares, provided, however, that any Shares held by any employee or director of the Company and/or its subsidiaries on the basis of a management incentive plan (whether issued directly to such employee or director or upon exercise, conversions and/or exchange of any other instrument issued directly to such employee or director) shall be disregarded for the purpose of such calculation.

«Major Shareholder Nominee» has the meaning set forth in Article 12.

«Management Incentive Plan» has the meaning set forth in Article 17(xv).

«Manager» means a member of the Board of Managers.

«Material Subsidiary / Subsidiaries» means each Subsidiary of the Company whose revenues, assets or EBITDA, as reflected in the most recent consolidated financial statements of the KIEKERT GROUP available as of such date (in the case of revenues and EBITDA for the twelve (12) months ended on such date), in the last twelve (12) months represents five per cent (5%) or more of the Company's consolidated revenues, assets or EBITDA as of such date or for, as the case may be, such period, provided, however, that this determination shall be made on a pro forma basis, after giving effect to acquisition, dispositions and similar transactions that have occurred at any time after the beginning of the relevant twelve (12) month period.

«Nominees» has the meaning set forth in Article 12.

«Non-Major Shareholder Nominee» has the meaning set forth in Article 12.

«Person» means any individual, estate, corporation, limited or unlimited liability company, partnership, proprietorship, joint venture, association, joint-stock company, investment fund, trust, union or unincorporated organization or other group, entity or organization, including a governmental entity.

«Senior Management» has the meaning set forth in Article 17(xiv).

«Simple Majority» means, in respect of any matter decided by the shareholders (whether by written resolution or at a meeting), a majority representing more than fifty per cent (50%) of the share capital of the Company.

«Shareholders' Meeting» has the meaning set forth in Article 26.

«Shareholder Transaction» has the meaning set forth in Article 25.

«SPCP» means SPCP LUXEMBOURG, S.à r.l., a société à responsabilité limitée organized and existing under the laws of Luxembourg, with registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, registered with the Trade and Companies Register under number B 114380.

«Special Shareholders' Meeting» has the meaning set forth in Article 26.

«Subsidiary» means, with reference to a Person, any other Person that at the time of determination of Subsidiary status directly or indirectly, whether through one or more intermediaries, has the power to appoint more than fifty per cent (50%) of the members of the board of directors or equivalent body of such Person or holds more than fifty per cent (50%) of the voting share capital of such specified Person.

«Super Majority Matter» has the meaning set forth in Article 29.

«Veto Matters» means each matter referred to Article 17 (i) through (xviii).

#### *Subscription and payment*

The ten thousand two hundred (10,200) shares have been subscribed as follows:

- two hundred forty (240) shares have been subscribed by ALEXANDRA GLOBAL MASTER FUND LTD., prenamed.
- five thousand three hundred ninety (5,390) shares have been subscribed by BlueBay HIGH YIELD INVESTMENTS (LUXEMBOURG), S.à r.l., prenamed.
- one hundred eighty-six (186) shares have been subscribed by ELQ INVESTORS LTD., prenamed.
- one thousand two hundred twenty-eight (1,228) shares have been subscribed by MORGAN STANLEY & CO. INTERNATIONAL LIMITED, prenamed.
- two hundred forty (240) shares have been subscribed by NIBC BANK N.V., prenamed.
- two thousand nine hundred sixteen (2,916) shares have been subscribed by SPCP LUXEMBOURG, S.à r.l., prenamed.

The shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of two hundred fifty-five thousand euro (EUR 255,000.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

#### *Transitional provisions*

The first financial year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall end on the last day of December 2007.

#### *Expenses*

The expenses, costs, fees or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately five thousand euro.

#### *Resolutions*

Immediately after the incorporation of the Company, the shareholders, representing the entirety of the subscribed capital of the Company, have passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company shall be at 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg.
2. The following persons are appointed as members of the Board of Managers of the Company for a period to expire at the first annual general meeting of shareholders of the Company:
  - Mr. James Mallory Karp, investment manager, born on 15 January 1966 in Rhode Island, United States of America, with address at 4th Floor, 20 St. James's Street, London SW1A 1ES London, United Kingdom;
  - Mr. Nikolaus Woloszczuk, credit analyst, born on 25 September 1980 in Vienna, Austria, residing at 24, Thornburn House, Kinnerton Street, SW1X 8EX London, United Kingdom.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that upon request of the above-appearing party, the present deed is worded in English followed by a German translation and in case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing party, known to the notary by his name, first name, civil status and residences, said appearing party signed together with the notary the present deed.

#### **Es folgt die deutsche Übersetzung des englischen Textes:**

Im Jahre zweitausendsechs, den dreissigsten November.

Vor mir, dem unterzeichneten Notar Joseph Elvinger mit Sitz in Luxemburg/Großherzogtum Luxemburg,

Sind erschienen:

1) ALEXANDRA GLOBAL MASTER FUND LTD., eine limited company nach dem Recht der British Virgin Islands mit Sitz in Citco Building, Wickhams Cay, Road Town, Tortola, British Virgin Island, eingetragen beim Registrar of Companies of the British Virgin Islands unter Nummer 473162;

2) BlueBay HIGH YIELD INVESTMENTS (LUXEMBURG), S.à r.l., eine société à responsabilité limitée nach luxemburgischem Recht mit Sitz in 20, rue de la Poste, L-2364 Luxembourg, eingetragen im Handelsregister unter Nummer B 105398;

3) ELQ INVESTORS LTD., eine private limited company nach englischem Recht, mit Sitz in Peterborough Court, 133 Fleet Street, London EC4A 2BB, England, eingetragen beim Registrar of Companies for England and Wales unter Nummer 4762058 (ELQ),

4) MORGAN STANLEY & CO. INTERNATIONAL LIMITED, eine private limited company nach englischem Recht mit Sitz in 25, Cabot Square, Canary Wharf, London E14 4QA, England, eingetragen im Companies Registration Office of Cardiff unter Nummer 2068222;

5) NIBC BANK N.V., eine public limited liability company nach niederländischem Recht mit Sitz in Carnegieplein 4, 2517 KJ, Den Haag, Niederlande, eingetragen in das Handelsregister von Den Haag unter Nummer 27032036; sowie

6) SPCP LUXEMBOURG, S.à r.l., eine société à responsabilité limitée nach luxemburgischem Recht mit Sitz in 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, eingetragen in das Handelsregister unter Nummer B 114380.

Alle anwesenden Gesellschaften werden durch Hubert Janssen, Jurist, berufsmässig wohnhaft in Luxemburg, kraft der ihr unter privatrechtlichem Siegel erteilten Vollmachten vertreten.

Besagte von den erschienenen Parteien und dem Notar als unabänderlich paraphierte Vollmachten bleiben der vorliegenden gleichzeitig bei den Handelsregistern einzureichenden Urkunde beigelegt.

In ihrer vorstehend aufgeführten Funktion ersuchten die erschienenen Parteien am heutigen Tag den unterzeichnenden Notar um Beurkundung des nachstehenden Vertrages über die Gründung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), deren Satzung wie folgt lauten soll:

#### **A. Zweck - Dauer - Firma - Geschäftssitz**

**Art. 1.** Hiermit wird zwischen den/dem gegenwärtigen Eigner(n) der laut vorliegendem Gesellschaftsvertrag geschaffenen Anteile und allen etwaigen zukünftigen Gesellschaftern eine société à responsabilité limitée (die «Gesellschaft») gemäß Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner jeweils gültigen Fassung sowie gemäß vorliegender Gesellschafts-satzung gegründet.

**Art. 2.** Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Anteilen in gleich welcher Form an luxemburgischen und ausländischer Gesellschaften sowie jede andere Art von Investition, des Weiteren der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf jede andere Art und Weise, die Übertragung durch Verkauf, Tausch oder anderweitige Veräußerung sowie die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung eines Portfolios.

Ferner kann die Gesellschaft Kredite garantieren, gewähren oder den Gesellschaften, an denen sie direkt oder indirekt beteiligt ist oder mit denen sie Teil derselben Unternehmensgruppe ist, anderweitige Hilfestellung geben.

Die Gesellschaft kann gewerbliche, finanzielle oder industrielle Aktivitäten ausüben, insoweit sie diese zur Erfüllung ihres Unternehmenszwecks als dienlich erachtet.

Die Gesellschaft stellt den sich in ihrem Portfolio befindlichen Gesellschaften insbesondere die zu deren Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung erforderlichen Dienstleistungen zur Verfügung. Zu diesem Zweck kann die Gesellschaft sich der Leistungen dritter Berater bedienen.

**Art. 3.** Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

**Art. 4.** Die Gesellschaft trägt die Firma KIEKERT LUXCO, S.à r.l.

**Art. 5.** Als eingetragener Geschäftssitz der Gesellschaft wird Luxemburg-Stadt bestimmt. Der Sitz kann durch einen in einer Gesellschafterversammlung der Gesellschafter zu treffenden Beschluss an jeden anderen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden. Innerhalb des Stadtgebiets kann der Sitz durch einfachen Beschluss des Geschäftsführerrates verlegt werden.

#### **B. Stammkapital - Übertragung von Anteilen**

**Art. 6.** Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt zweihundertfünfundfünfzigtausend Euro (255.000,- Euro), aufgeteilt in zehntausendzweihundert (10.200) Anteile mit einem Nennwert von jeweils fünfundzwanzig Euro (25,- Euro). Alle Anteile lauten auf den Namen und werden dies auch bleiben.

Jeder Anteil berechtigt bei ordentlichen und außerordentlichen Gesellschafterversammlungen zu einer Stimme. Die bestehenden Gesellschafter haben im Verhältnis zu ihrem Anteil am Gesellschaftskapital bei Ausgabe neuer Anteile ein Bezugsrecht.

**Art. 7.** Das Stammkapital kann jederzeit durch Gesellschafterbeschluss gemäß den Bestimmungen des Artikels 29 geändert werden.

**Art. 8.** Die Gesellschaft erkennt nur einen Inhaber pro Anteil an. Gemeinsame Inhaber sind verpflichtet, einen Vertreter zur Vertretung gegenüber der Gesellschaft zu benennen.

**Art. 9.** Die Anteile der Gesellschaft sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Inter vivos können sie an Nicht-Gesellschafter nur vorbehaltlich einer in einer Gesellschafterversammlung durch die Gesellschafter zu erteilenden Genehmigung mit einer Dreiviertelmehrheit des Stammkapitals übertragen werden.



**Art. 10.** Tod, Aberkennung der Bürgerrechte, Bankrott oder Insolvenz einer der Gesellschafter führen nicht zur Auflösung der Gesellschaft.

### C. Geschäftsführung

**Art. 11.** Unter Vorbehalt von unbesetzten Stellen im Geschäftsführerrat, verfügt die Gesellschaft über einen Geschäftsführerrat, der aus bis zu sechs (6) Geschäftsführern bestehen kann. Der Geschäftsführerrat ernennt einen Vorsitzenden aus den Reihen der Geschäftsführer (der «Vorsitzende des Geschäftsführerrats»). Die Gesellschaft ist unter allen Umständen durch die Unterschrift von zwei Geschäftsführern gebunden.

**Art. 12.** Jeder Gesellschafter oder jede gemeinschaftlich handelnde Gruppe von Gesellschaftern, die mehr als fünfzehn Prozent (15%) der Anteile hält, hat das Recht, für jede fünfzehn Prozent (15%) der von dem Gesellschafter oder der Gruppe der Gesellschafter gehaltenen Anteile einen Kandidaten für die Ernennung zum Mitglied des Geschäftsführerrates zu benennen, vorausgesetzt, dass Anteile, welche von Angestellten oder Geschäftsführern der Gesellschaft und/oder ihrer Verbundenen Unternehmen auf Grundlage eines Management Incentive-Plans gehalten werden (unabhängig davon, ob diese direkt an diese Angestellten oder Geschäftsführer ausgegeben wurden oder aufgrund der Ausübung, Umwandlung und/oder Austausch irgend eines anderen Instruments, welches direkt an diese Angestellten oder Geschäftsführer ausgegeben wurde), für Zwecke dieser Berechnung unberücksichtigt bleiben. Jeder gemäß vorstehendem Satz bezeichnete Kandidat gilt als «Kandidat eines Großgesellschafters». Spätestens fünf (5) Geschäftstage vor dem Datum einer jeden Gesellschafterversammlung, in der der Geschäftsführerrat gewählt werden soll, hat jeder Gesellschafter und jede Gruppe von Gesellschaftern, der bzw. die zur Ernennung eines oder mehrerer Kandidaten für die Wahl des Geschäftsführerrates berechtigt ist, den Vorsitzenden des Geschäftsführerrates über ihre jeweiligen Großgesellschafterkandidaten in Kenntnis setzen. Unverzüglich darauf hat der Vorsitzende des Geschäftsführerrates alle Gesellschafter über jeden Kandidaten, der bei der jeweiligen Gesellschafterversammlung zur Wahl des Geschäftsführerrates aufgestellt wurde, unter Angabe der Gesellschafter, die den jeweiligen Kandidaten benannt haben, zu benachrichtigen. Beträgt die Anzahl der Kandidaten der Großgesellschaft weniger als sechs (6), so hat der Vorsitzende die Gesellschafter hierüber mit dem Hinweis in Kenntnis zu setzen, dass jeder Gesellschafter das Recht hat, einen (1) Kandidaten für die Wahl des Geschäftsführerrates zu benennen, vorausgesetzt, dass Anteile, welche von Angestellten oder Geschäftsführern der Gesellschaft und/oder ihrer Verbundenen Unternehmen auf Grundlage eines Management Incentive-Plans gehalten werden (unabhängig davon, ob diese direkt an diese Angestellten oder Geschäftsführer ausgegeben wurden oder aufgrund der Ausübung, Umwandlung und/oder Austausch irgend eines anderen Instruments, welches direkt an diese Angestellten oder Geschäftsführer ausgegeben wurde), bleiben für Zwecke dieser Benennung unberücksichtigt. Jeder gemäß vorstehendem Satz benannte Kandidat gilt als «Kandidat der Kleingesellschafter» und die Kandidaten der Großgesellschaft werden zusammen mit den Kandidaten der Kleingesellschafter als «Kandidaten» bezeichnet.

**Art. 13.** Die Mitglieder des Geschäftsführerrates werden aus den Reihen der Kandidaten durch Zustimmung der Gesellschafter mit Einfacher Mehrheit ernannt. Jeder Gesellschafter stimmt mit seinen Anteilen u. a. bei der Wahl der Kandidaten der Großgesellschaft ab. Eventuell verbleibende Mitglieder des Geschäftsführerrates werden aus den Reihen der Kandidaten der Kleingesellschafter gewählt. Jeder Geschäftsführer verbleibt bis zur nächsten Jahresgesellschafterversammlung bzw. bis zum Rücktritt oder der Amtsenthebung laut Gesellschaftssatzung im Amt, je nachdem, welcher Fall früher eintritt.

**Art. 14.** Jeder Gesellschafter oder jede Gruppe von Gesellschaftern, die einen Kandidaten der Großgesellschaft bestimmt, kann jederzeit und aus gleich welchem Grund (mit oder ohne Vorliegen wichtiger Gründe) diesen Kandidaten der Großaktionäre als Geschäftsführer ab- und ersetzen, wobei die anderen Gesellschafter ihre Anteile wie erforderlich einsetzen, um eine solche Ab- und/oder Ersetzung zu bewirken.

**Art. 15.** Im Falle des Todes oder Rücktritts eines Geschäftsführers, der ein Kandidat der Großgesellschaft ist, können der Gesellschafter oder die Gruppe von Gesellschaftern, die diesen Kandidaten der Großgesellschaft nominiert hat, diesen Geschäftsführer ersetzen, wobei die anderen Gesellschafter ihre Anteile wie erforderlich einsetzen, um eine solche Ab- und/oder Ersetzung zu bewirken.

**Art. 16.** Kein Gesellschafter darf die Enthebung oder Ersetzung eines Geschäftsführers, der ein Kandidat der Großgesellschaft ist, beantragen, es sei denn, dies geschieht nach Maßgabe des Artikels 15.

**Art. 17.** Die Pflichten und Verantwortlichkeiten des Geschäftsführerrates liegen in der Lenkung der Unternehmensgeschichte. Des Weiteren sind diese verantwortlich, alle diesbezüglichen Entscheidungen zu treffen, einschließlich, jedoch nicht beschränkt auf (i) alle ihnen per Gesetz übertragenen Angelegenheiten, (ii) alle von einem der Geschäftsführer vorgebrachten Angelegenheiten und (iii) alle nachstehend aufgeführten Angelegenheiten (nachstehend zusammenfassend als «Angelegenheiten des Geschäftsführerrates» bezeichnet), in jedem Fall aber in Übereinstimmung mit der Gesellschaftssatzung:

- (i) Genehmigung des Budgets (mit Ausnahme des Anfangs- oder Übertragsbudgets);
- (ii) Wechsel der Wirtschaftsprüfer Wesentlicher Tochtergesellschaften;
- (iii) Annahme von Satzung, Gesellschaftsverträgen oder anderen Gesellschaftsdokumenten einer Wesentlichen Tochtergesellschaft sowie Genehmigung von, Änderungen, Zusätzen, Nachträgen oder Ergänzungen zur Satzung, zum Gesellschaftsvertrag oder anderen Gesellschaftsdokumenten einer Wesentlichen Tochtergesellschaft;
- (iv) Genehmigung der Jahresabschlüsse Wesentlicher Tochtergesellschaften;
- (v) Fusion, Konsolidierung oder ähnliche Transaktion, an der eine Wesentliche Tochtergesellschaft beteiligt ist, gleich ob in einer oder in mehreren miteinander in Verbindung stehenden Transaktionen;

(vi) Übernahme von Unternehmen, Geschäftsbereichen oder anderen nicht im Budget aufgeführten Vermögenswerten durch die Gesellschaft oder eine ihrer Tochtergesellschaften in einer oder mehreren miteinander in Verbindung stehenden Transaktionen, falls die Gesamtzahlung oder der Verkehrswert der an diesen Transaktionen beteiligten Vermögenswerte fünf Millionen Euro (5.000.000,- EUR) für alle in einem Geschäftsjahr getätigten Übernahmen übersteigt;

(vii) Veräußerung der nicht im Budget enthaltenen Vermögenswerte der Gesellschaft oder ihrer Tochtergesellschaften, falls der Verkehrswert aller auf diese Weise seit dem Datum dieser Satzung veräußerten Vermögenswerte mehr als zehn Prozent (10%) des konsolidierten Vermögens der Kiekert-Gruppe, laut geprüfter Konzernbilanz der Kiekert-Gruppe vom 31. Dezember 2006 beträgt;

(viii) Erhöhung oder Verringerung des Stammkapitals einer Tochtergesellschaft der Gesellschaft oder Ausgabe von Anteilskapital einer Tochtergesellschaft der Gesellschaft jeweils an andere Gesellschaften als die Gesellschaft selbst oder eine andere Tochtergesellschaft der Gesellschaft (einschließlich der Ausgabe von Anteilskapital nach Maßgabe eines Management Incentive-Plans);

(ix) Genehmigung, Erklärung oder Zahlung von Dividenden, Ausschüttungen oder anderweitigen Kapitalrückzahlungen einer Tochtergesellschaft der Gesellschaft sowie Einziehung, Kauf oder anderweitiger Erwerb von Anteilskapital einer Tochtergesellschaft jeweils für andere Gesellschaften als die Gesellschaft selbst oder eine Tochtergesellschaft der Gesellschaft;

(x) Eingehen von Verbindlichkeiten der Gesellschaft oder einer ihrer Tochtergesellschaften (bei denen es sich nicht um Konzerninterne Darlehen handelt), falls die Gesamtsumme einer solchen Verbindlichkeit einen jeweils ausstehenden Betrag von mehr als zehn Millionen Euro (10.000.000,- EUR) oder (im Falle eines Finanzierungsleasingvertrages) mehr als fünfundzwanzig Millionen Euro (25.000.000,- EUR) ausmacht, es sei denn, diese Verbindlichkeit ist bereits im Budget erfasst;

(xi) Begründung von Belastungen am Vermögen der Gesellschaft oder einer ihrer Tochtergesellschaften, falls der gesamte Verkehrswert aller Vermögenswerte, die solchen Belastungen unterliegen, mehr als fünf Prozent (5%) des konsolidierten Vermögens der Gesellschaft und ihrer Tochtergesellschaften darstellt (zum Datum der letzten aufgestellten Konzernbilanz), es sei denn, dieses Belastung sichert die zum Datum dieser Satzung ausstehenden Verbindlichkeiten der Gesellschaft und ihrer gegenwärtigen und zukünftigen Tochtergesellschaften oder stellt ein gesetzliches Pfandrecht dar;

(xii) Kapitalaufwendungen der Gesellschaft oder ihrer Tochtergesellschaften, falls der Gesamtbetrag aller Kapitalaufwendungen während eines Geschäftsjahres mehr als fünfzehn Prozent (15%) der laut Budget für das jeweilige Geschäftsjahr vorgesehenen Kapitalaufwendungen ausmacht;

(xiii) Einleitung oder Beilegung von Verfahren, Schiedsgerichtsverfahren oder anderweitigen Verfahren im Hinblick auf die Gesellschaft oder ihre Tochtergesellschaften, die aller Wahrscheinlichkeit nach zu einer Haftung für die Gesellschaft oder ihrer Tochtergesellschaften in Höhe von über zwei Millionen Euro (2.000.000,- EUR) führen;

(xiv) Ernennung oder Entlassung des CEO, CFO und, sofern vorhanden, des CRO der Gesellschaft (vorausgesetzt jedoch dass diese Bestimmung nicht auf die Ernennung oder Entlassung der Geschäftsführer unter diesem Gesellschaftervertrag anwendbar ist) der GmbH und AG (des «Senior Managements») (sowie Regelung der Vergütung von Mitgliedern des Senior Managements) sowie Abschluss und Änderung und Kündigung von Anstellungsverträgen, Abfindungs- oder ähnlichen Vereinbarungen mit dem jeweiligen Senior Management;

(xv) Annahme von Management Incentive-Plänen der Gesellschaft oder einer Wesentlichen Tochtergesellschaft;

(xvi) Insolvenzantrag einer Wesentlichen Tochtergesellschaft oder schriftliches Eingeständnis des Bankrotts, der Insolvenz oder der allgemeinen Unfähigkeit einer Wesentlichen Tochtergesellschaft, ihre Verbindlichkeiten bei Fälligkeit zu begleichen (jeweils sofern der Antrag nicht nach einschlägigem zwingendem Recht vorgeschrieben ist);

(xvii) freiwillige Einleitung der Abwicklung, Liquidation oder Auflösung einer Wesentlichen Tochtergesellschaft; und

(xviii) Unterbreitung zur Abstimmung einer Dreiviertelmehrheitsbeschlusssache durch die Gesellschafter;

Zu den Angelegenheiten des Geschäftsführerrates zählen in keinem Fall Angelegenheiten, die nach geltendem Recht der Genehmigung oder Befugniserteilung durch die Gesellschafter bedürfen.

**Art. 18.** Der Geschäftsführerrat darf nur in einer ordnungsgemäß einberufenen und beschlussfähigen Sitzung des Geschäftsführerrates Entscheidungen treffen oder Maßnahmen ergreifen. Beschlussfähigkeit für geschäftliche Transaktionen ist nur dann gegeben, wenn (i) mindestens eine Mehrheit der Mitglieder des Geschäftsführerrates anwesend oder ordnungsgemäß vertreten ist und (ii) mindestens ein (1) Geschäftsführer, der von jedem Großgesellschafter benannt wurde, anwesend oder ordnungsgemäß vertreten ist, solange es mindestens einen (1) Großgesellschafter gibt. Falls an dem Zeitpunkt, zu dem eine Sitzung des Geschäftsführerrates einberufen ist, keine Beschlussfähigkeit erzielt wird, vertagt der Vorsitzende des Geschäftsführerrates die Sitzung ohne Vornahme geschäftlicher Transaktionen und benachrichtigt alle Geschäftsführer schriftlich über das Datum, zu dem die Sitzung neu einberufen wird (wobei das Datum weder weniger als zwei (2) noch mehr als fünf (5) Geschäftstage nach dem Datum der vertagten Sitzung liegen darf). Bei der erneut einberufenen Sitzung gilt Beschlussfähigkeit als gegeben, wenn mindestens eine Mehrheit der Mitglieder des Geschäftsführerrates anwesend oder ordnungsgemäß vertreten ist, vorausgesetzt, die Tagesordnung der neu einberufenen Sitzung ist identisch mit der Tagesordnung der vertagten Sitzung.

**Art. 19.** Alle Entscheidungen des Geschäftsführerrates werden mit einer einfachen Mehrheit aller abgegebenen Stimmen der in der beschlussfähigen Sitzung anwesenden oder ordnungsgemäß vertretenen Geschäftsführer getroffen. Vorstehendes gilt unter der Voraussetzung, dass alle Veto-Angelegenheiten auch die Genehmigung aller anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer erfordern, die von einem Großgesellschafter benannt wurden, es sei denn, der Großgesellschafter, der diesen Geschäftsführer ernannt hat, ist zum Datum der jeweiligen Sitzung des Geschäftsführerrates kein Großgesellschafter mehr.

**Art. 20.** Der Geschäftsführerrat trifft sich vierteljährlich. Zusätzlich beruft der Vorsitzende des Geschäftsführerrates auf schriftlichen Antrag eines Geschäftsführers unverzüglich eine Sitzung des Geschäftsführerrates ein. Alle Sitzungen des Geschäftsführerrates werden nach Maßgabe der Gesellschaftssatzung und gemäß luxemburgischem Recht durchgeführt. Der Vorsitzende des Geschäftsführerrates benachrichtigt jeden Geschäftsführer mindestens sieben (7) Geschäftstage vor der jeweiligen Sitzung schriftlich über alle Sitzungen des Geschäftsführerrates unter Angabe des Zeitpunkts und des Ortes der Sitzung und Bekanntgabe der dafür vorgesehenen Tagesordnung. Vorstehendes gilt unter der Voraussetzung, dass im Falle der besonderen Dringlichkeit nach vernünftigem Ermessen des Vorsitzenden des Geschäftsführerrates auch kurzfristig eine Sitzung des Geschäftsführerrates einberufen werden kann. Der Vorsitzende des Geschäftsführerrates benachrichtigt alle Geschäftsführer über jede Sitzung. Erteilt der Vorsitzende des Geschäftsführerrates nicht innerhalb von sieben (7) Geschäftstagen nach Erhalt der Aufforderung zur Einberufung einer Sitzung durch einen Geschäftsführer entsprechende Benachrichtigung, so ist der Geschäftsführer, der die Sitzung beantragt hat, befugt, eine entsprechende schriftliche Benachrichtigung an jeden Geschäftsführer zu versenden, und die Benachrichtigung gilt sodann als rechtswirksame Benachrichtigung über eine Sitzung, sofern sie mindestens sieben (7) Geschäftstage vor dem Datum der Sitzung zugestellt wurde. Die Benachrichtigung über eine Sitzung des Geschäftsführerrates muss nicht gegenüber Geschäftsführern erfolgen, die (vor, während oder nach der Sitzung) einen Benachrichtigungsverzicht unterzeichnet haben oder die an der Sitzung teilnehmen, ohne die nicht erfolgte Benachrichtigung beanstandet zu haben.

**Art. 21.** Sofern nicht von den Geschäftsführern aus besonderem Grund anders vereinbart, finden die regelmäßigen vierteljährlichen Sitzungen des Geschäftsführerrates in Luxemburg statt.

**Art. 22.** Sitzungen des Geschäftsführerrates können per Videokonferenz, Telefonkonferenz oder mit ähnlichen Telekommunikationseinrichtungen, die es Personen gestatten, an der Sitzung teilzunehmen und sich gegenseitig gleichzeitig zu hören und miteinander zu sprechen, durchgeführt werden. Die Teilnahme an einer Sitzung mit Hilfe vorstehender Einrichtungen gilt als persönliche Teilnahme an der jeweiligen Sitzung. Jeder Geschäftsführer kann bei einer Sitzung des Geschäftsführerrates handeln, indem er oder sie einen anderen Geschäftsführer schriftlich oder per Fax als seinen oder ihren Bevollmächtigten ernennt.

**Art. 23.** Der Geschäftsführerrat kann ohne Einberufung einer Sitzung, jedoch einstimmig, im Wege schriftlich bestätigter Rundschreiben oder anderer ähnlicher und schriftlich bestätigter Kommunikationsmittel Beschlüsse fassen. In diesem Fall gelten das Rundschreiben oder eine anderweitige schriftliche Genehmigung als das Protokoll, mit dem Nachweis über die jeweilige Beschlussfassung erbracht wird.

**Art. 24.** Der Vorsitzende des Geschäftsführerrates führt über jede Sitzung des Geschäftsführerrates Protokoll und bewahrt diese auf. Alle Protokolle nebst aller Rundschreiben und anderweitiger schriftlicher Nachweise über die Genehmigungen des Geschäftsführerrates sind unverzüglich vom Vorsitzenden des Geschäftsführerrates an alle Geschäftsführer weiterzuleiten.

**Art. 25.** Jede Transaktion, jeder Vertrag oder andere Vereinbarung (jede eine «Gesellschafter Transaktion») zwischen der Gesellschaft oder ihren Tochtergesellschaften einerseits, und einem Gesellschafter oder einem Verbundenen Unternehmen dieses Gesellschafters andererseits (oder zugunsten dieses Gesellschafters oder dessen Verbundenen Unternehmens) wird durch eine einfache Mehrheit aller von den an dieser Versammlung anwesenden oder vertretenen Geschäftsführern abgegebenen Stimmen angenommen, in jedem Falle, unter Ausschluss der Geschäftsführer (die «Ausgeschlossenen Geschäftsführer») welche durch den betroffenen Gesellschafter zur Ernennung vorgeschlagen wurden. Das Quorum für eine Versammlung des Geschäftsführerrates bei welcher über eine Gesellschafter Transaktion abgestimmt wird ist dann vorhanden wenn eine Mehrheit aller Geschäftsführer anwesend oder vertreten ist und mindestens ein (1) von jedem Großgesellschafter bestimmte Geschäftsführer anwesend ist. Dieser Art. 25 gilt nicht für Gesellschafter Transaktionen, wenn alle Geschäftsführer Ausgeschlossene Geschäftsführer sind.

#### **D. Gemeinschaftliche Entscheidungen der Gesellschafter**

**Art. 26.** Die Jahresgesellschafterversammlung der Gesellschaft, bei der (unter anderem) der Jahresabschluss der Gesellschaft genehmigt und der Geschäftsführerrat gewählt wird, ist vom Vorsitzenden des Geschäftsführerrates ordnungsgemäß einzuberufen und innerhalb von einhundertachtzig (180) Tagen nach dem letzten Tag des jeweiligen Geschäftsjahres durchzuführen («Jahresgesellschafterversammlung»). Darüber hinaus kann eine Gesellschafterversammlung jederzeit vom Vorsitzenden des Geschäftsführerrates oder jeweils auf schriftlichen Antrag eines Gesellschafters oder einer Gruppe von Gesellschaftern, die mindestens fünfzehn Prozent (15%) der Anteile besitzt (wobei jede Versammlung als «Außerordentliche Gesellschafterversammlung» und zusammen mit der Jahresgesellschafterversammlung als «Gesellschafterversammlungen» bezeichnet wird), einberufen werden, um die den Gesellschaftern nach geltendem Recht und/oder nach Maßgabe der Gesellschaftssatzung zur Genehmigung vorbehaltenen Angelegenheiten zu erörtern, jedoch unter der Voraussetzung dass in keinem Fall eine außerordentliche Gesellschafterversammlung einberufen werden kann, um über eine Dreiviertelmehrheitsbeschlussache abzustimmen, welche nicht mindestens von einem (1) Großgesellschafter empfohlen wurde, solange es einen (1) Großgesellschafter gibt. Zum Zwecke der Feststellung, ob ein Gesellschafter oder eine Gruppe von Gesellschaftern berechtigt ist, einen Außerordentlichen Gesellschafterversammlung einzuberufen, bleiben Anteile, welche von Angestellten oder Geschäftsführern der Gesellschaft und/oder ihrer Verbundenen Unternehmen auf Grundlage eines Management Incentive-Plans gehalten werden (unabhängig davon, ob diese direkt an diese Angestellten oder Geschäftsführer ausgegeben wurden oder aufgrund der Ausübung, Umwandlung und/oder Austausch irgend eines anderen Instruments, welches direkt an diese Angestellten oder Geschäftsführer ausgegeben wurde), für Zwecke dieser Berechnung unberücksichtigt. Ungeachtet

des Vorstehenden ist eine auf Antrag eines Gesellschafters oder einer Gruppe von Gesellschaftern einberufene außerordentliche Gesellschafterversammlung innerhalb von vierzehn (14) Tagen ab Erhalt einer rechtsgültigen schriftlichen Aufforderung hierzu abzuhalten, wobei in der Aufforderung die zu erörternden und abzustimmenden Angelegenheiten ausführlich aufzuführen sind. Nach Erhalt der Aufforderung zur Einberufung einer Versammlung hat der Vorsitzende des Geschäftsführerrates eine solche Sitzung durch entsprechende Benachrichtigung an die anderen Gesellschafter einzuberufen, wobei in der Benachrichtigung Zeitpunkt, Ort und Uhrzeit der Sitzung sowie die in der Versammlung zu erörternden und abzustimmenden Angelegenheiten aufzuführen sind.

**Art. 27.** Über aller Aktionärsversammlungen sind Protokolle zu erstellen, am Sitz der Gesellschaft in Luxemburg aufzubewahren und während der Geschäftszeiten jedem Gesellschafter zur Einsicht zugänglich zu machen. Der Vorsitzende des Geschäftsführerrates sendet jedem Gesellschafter unverzüglich nach der Gesellschafterversammlung eine Kopie des Protokolls.

**Art. 28.** Jeder Gesellschafter hat das Recht, bei jeder Angelegenheit, über die von den Aktionären abgestimmt wird, für jeden von ihm gehaltenen Anteil eine Stimme abzugeben. Mit Ausnahme der Bestimmungen der Artikel 29 und 30 oder sofern nicht nach zwingendem Recht anders vorgesehen, werden alle Beschlüsse der Gesellschafterversammlung durch Zustimmung mit Einfacher Mehrheit gefasst.

**Art. 29.** Ungeachtet etwaiger gegenteiliger Bestimmungen der Gesellschaftssatzung und sofern nicht nach zwingendem Recht etwas anderes vorgesehen ist, werden folgende Angelegenheiten (von denen jede für sich als «Dreiviertelmehrheitsbeschlusssache» gilt) durch Zustimmung der Gesellschafter, die mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) der Anteile der Gesellschaft vertreten, beschlossen:

- (i) Genehmigung von Änderungen, Nachträgen, Ergänzungen oder Ersetzungen der Gesellschaftssatzung oder anderer Gesellschaftsdokumenten;
- (ii) Genehmigung des Jahresabschlusses der Gesellschaft;
- (iii) Fusion, Konsolidierung oder ähnliche Transaktion, an der die Gesellschaft beteiligt ist, gleich ob in einer oder in mehreren miteinander in Verbindung stehenden Transaktionen;
- (iv) Erhöhung oder Verringerung des Stammkapitals der Gesellschaft und jede Ausgabe von Anteilskapital der Gesellschaft (einschließlich der Ausgabe von Anteilskapital im Rahmen eines Management Incentive-Plans);
- (v) Genehmigung, Erklärung oder Zahlung von Dividenden, Ausschüttungen oder anderweitigen Kapitalrückzahlungen der Gesellschaft sowie Einziehung, Kauf oder Erwerb von Anteilskapital der Gesellschaft;
- (vi) Insolvenzantrag der Gesellschaft oder schriftliches Eingeständnis der Gesellschaft des Bankrotts, der Insolvenz oder der allgemeinen Unfähigkeit der Gesellschaft, ihre Verbindlichkeiten bei Fälligkeit zu begleichen (jeweils sofern der Antrag ist nicht nach einschlägigem, zwingendem Recht vorgeschrieben ist);
- (vii) Einleitung einer freiwilligen Abwicklung, Liquidation oder Auflösung der Gesellschaft und
- (viii) Ernennung oder Änderung der Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft.

**Art. 30.** Wird, trotz des Bestimmungen von Artikel 26 über die Empfehlung von Dreiviertelmehrheitsbeschlusssachen durch die von jedem Großgesellschafter benannten Geschäftsführer, den Gesellschaftern auf einer Gesellschafterversammlung ohne vorherige Empfehlung von mindestens einem (1) Geschäftsführer, der von jedem Großgesellschafter ernannt wurde, eine Dreiviertelmehrheitsbeschlusssache zur Abstimmung vorgelegt, so ist zur Annahme durch die Gesellschafter für diese Dreiviertelmehrheitsbeschlusssache auch die Zustimmung jedes Großgesellschafters erforderlich, solange es mindestens einen (1) Großgesellschafter gibt.

#### **E. Geschäftsjahr - Jahresabschluss - Rechnungsprüfer - Gewinnverteilung**

**Art. 31.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar eines Jahres und endet am 31. Dezember des gleichen Jahres.

**Art. 32.** Die Konten werden jedes Jahr am 31. Dezember eines Jahres geschlossen, woraufhin der/die Geschäftsführer eine Aufstellung zusammen mit einer Wertermittlung des Vermögens und der Verbindlichkeiten der Gesellschaft erstellt bzw. erstellen. Jeder Gesellschafter kann die vorgenannte Aufstellung und Bilanz in den Geschäftsräumen der Gesellschaft einsehen.

**Art. 33.** Fünf Prozent (5%) des Nettogewinns werden so lange für die Bildung einer gesetzlichen Rücklage beiseite gelegt, bis die Rückstellung zehn Prozent (10%) des Stammkapitals beträgt. Der übrige Betrag steht den Gesellschaftern zur freien Verfügung.

#### **F. Auflösung - Liquidation**

**Art. 34.** Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Gesellschaft von einem oder mehreren Liquidatoren aufgelöst, die keine Gesellschafter sein müssen und die in der Gesellschafterversammlung ernannt werden, in der auch über deren Befugnisse und Honorare entschieden wird. Den Liquidatoren werden weitreichende Befugnisse zur Realisierung des Vermögens und Begleichung der Verbindlichkeiten eingeräumt. Nach Begleichung der Verbindlichkeiten verbleibende Überschüsse werden unter den Gesellschaftern im Verhältnis ihrer an der Gesellschaft gehaltenen Anteile aufgeteilt.

**Art. 35.** Alle nicht in vorliegender Gesellschaftssatzung geregelten Angelegenheiten werden gemäß Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner jeweils gültigen Fassung entschieden.

## G. Begriffsbestimmungen

«AG» ist die KIEKERT AG.

«Angelegenheit(en) des Geschäftsführerrates» hat die in Art. 17 festgelegte Bedeutung.

«Anteilskapital» einer Person bedeutet alle Anteile, Beteiligungen, Kaufrechte, Optionsscheine, anteilsgebundene Wertpapiere, Wandelschuldverschreibungen, Optionen, Beteiligungen oder gleichwertigen Rechte (unabhängig davon, wie sie bezeichnet sind) am Anteilskapital oder an anderweitigen Kapitalbeteiligungen einer Person, einschließlich Anteilen, gleich ob allgemein oder eingeschränkt, Beteiligungen an einer Person, einschließlich Vorzugsaktien, sowie alle Rechte, Optionsscheine oder Optionen, die gegen Anteilskapital eintauschbar oder in Anteilskapital umwandelbar sind.

«Ausgeschlossene Geschäftsführer» hat die in Art. 25 festgelegte Bedeutung.

«Außerordentliche Gesellschafterversammlung» hat die in Art. 26 festgelegte Bedeutung.

«Belastung» bedeutet jegliche Hypothek oder Verpfändung, jegliches Pfandrecht oder dingliches Sicherungsrecht, jeglichen Anspruch, jegliche Option, Sicherungsabtretung, Garantie oder Dienstbarkeit, jegliches Vorzugsrecht, jegliche Beschränkung (einschließlich Gesellschafter- oder Abstimmungsvereinbarungen), eine Beschlagnahme oder eine andere Belastung gleich welcher Art, jeweils zur Sicherheit für Zahlungsverpflichtungen oder Verpflichtungen oder zu jedem anderen Zweck. «Belasten» oder «Belastet» bedeutet, eine Belastung zu erstellen oder zu ertragen.

«BLUEBAY» bedeutet die BlueBay HIGH YIELD INVESTMENTS (LUXEMBURG), S.à r.l., eine nach luxemburgischem Recht gegründete und unter Nummer B 105398 in das Handelsregister eingetragene société à responsabilité limitée mit Sitz in 20, rue de la Poste, L-2364 Luxemburg.

«Budget» bedeutet das Anfangsbudget, das Umstrukturierungsbudget (sofern genehmigt), das jüngste Jahresbudget (sofern genehmigt) oder, falls kein Umstrukturierungs- oder Jahresbudget genehmigt wurde, das Übertragungsbudget.

«Dreiviertelmehrheitsbeschlusssache» hat die in Art. 29 festgelegte Bedeutung.

«Einfache Mehrheit» bedeutet im Hinblick auf die von den Gesellschaftern (durch schriftlichen Beschluss oder im Rahmen einer Versammlung) zu entscheidenden Angelegenheiten eine Mehrheit von über fünfzig Prozent (50%) des Stammkapitals der Gesellschaft.

«Finanzierungsleasingvertrag» bedeutet einen Vertrag, der gemäß GAAP wie ein Finanz- oder Kapitalleasing behandelt wird.

«Geschäftsführer» bedeutet ein Mitglied des Geschäftsführerrates.

«Geschäftsführerrat» bedeutet den Rat der Geschäftsführer der Gesellschaft.

«Geschäftstag» ist ein Tag, der weder Samstag noch Sonntag noch ein anderer Tag ist, an dem die Bankinstitute in London, Luxemburg oder Frankfurt gesetzlich geschlossen sein dürfen oder müssen.

«Gesellschaft» hat die in Art. 1 festgelegte Bedeutung.

«Gesellschafter Transaktion» hat die in Art. 25 festgelegte Bedeutung;

«Gesellschafterversammlung» hat die in Art. 26 festgelegte Bedeutung.

«GmbH» bedeutet die KIEKERT HOLDING, GmbH.

«Großgesellschafter» bedeutet BLUEBAY, SPCP und deren jeweilige Verbundene Unternehmen solange sie jeweils über fünfzehn Prozent (15%) der Anteile halten, unter der Voraussetzung, dass Anteile, welche von Angestellten oder Geschäftsführern der Gesellschaft und/oder ihrer Verbundenen Unternehmen auf Grundlage eines Management Incentive-Plans gehalten werden (unabhängig davon, ob diese direkt an diese Angestellten oder Geschäftsführer ausgegeben wurden oder aufgrund der Ausübung, Umwandlung und/oder Austausch irgend eines anderen Instruments, welches direkt an diese Angestellten oder Geschäftsführer ausgegeben wurde), für Zwecke dieser Berechnung unberücksichtigt bleiben.

«Jahresgesellschafterversammlung» hat die in Art. 26 festgelegte Bedeutung.

«Kandidat der Großgesellschafter» hat die in Artikel 12 festgelegte Bedeutung.

«Kandidaten» hat die in Art. 12 festgelegte Bedeutung.

«Kandidat der Kleingesellschafter» hat die in Art. 12 festgelegte Bedeutung.

«KIEKERT-GRUPPE» bedeutet die GmbH und ihre Tochtergesellschaften.

«Kontrolle» bedeutet im Hinblick auf eine bestimmte Person (die keine Einzelperson oder natürliche Person ist) der direkte oder indirekte Besitz der Befugnis, die Leitung der Geschäftsführung und der Unternehmenspolitik dieser Person durch Eigentum an stimmberechtigten Wertpapieren, Anteilen oder Kapital, durch Vertrag oder anderweitig zu lenken oder deren Lenkung zu veranlassen. Zur Vermeidung von Zweifeln übt ein Investment Manager bzw. Investment-Berater «Kontrolle» über die von ihm verwalteten Geldmittel bzw. über die Geldmittel, bezüglich derer er die Gesellschaft berät, aus.

«Kontrollierende Person» bedeutet im Hinblick auf eine bestimmte Person jede Person, die zum Zeitpunkt der Bestimmung zur kontrollierenden Person direkt oder indirekt durch einen oder mehrere Vermittler Kontrolle über diese bestimmte Person ausübt, hierzu berechtigt ist oder über die Fähigkeit hierzu verfügt.

«Kontrollierte Person» bedeutet im Hinblick auf eine bestimmte Person (die keine Einzelperson oder natürliche Person ist) jede Person, die zum Zeitpunkt der Bestimmung zur kontrollierten Person direkt oder indirekt durch einen oder mehrere Vermittler sich unter der Kontrolle der bestimmten Person befindet.

«Konzerninterne Darlehen» bezeichnet ein Darlehen von einem Mitglied der KIEKERT-GRUPPE an ein anderes Mitglied der KIEKERT-GRUPPE.

«Management Incentive-Plan» hat die in Artikel 17 (xv) festgelegte Bedeutung.

«Person» bedeutet jede Einzelperson, Immobilienfirma, Unternehmen, beschränkt und unbeschränkt haftende Gesellschaft, Partnerschaft, Einzelfirma, Joint Venture, Verband, Aktiengesellschaft, Investmentfonds, Treuhandgesellschaft, Union

oder nicht eingetragene Gesellschaft oder andere Gruppe, juristische Person oder Organisation, einschließlich Regierungsorganisationen.

«Senior Management» hat die in Art. 17 (xiv) festgelegte Bedeutung.

«SPCP» bedeutet die SPCP LUXEMBOURG, S.à r.l., eine nach luxemburgischem Recht gegründete und unter Nummer B 114380 in das Handelsregister eingetragene société à responsabilité limitée mit Sitz in 20, rue de la Poste, L-2346 Luxemburg.

«Tochtergesellschaft» bedeutet im Hinblick auf eine bestimmte Person jede andere Person, die zum Zeitpunkt der Bestimmung zur Tochtergesellschaft direkt oder indirekt durch einen oder mehrere Vermittler über die Befugnis verfügt, mehr als fünfzig Prozent (50%) der Mitglieder des Geschäftsführerrates oder eines gleichwertigen Gremiums dieser Person zu ernennen oder mehr als fünfzig Prozent (50%) des abstimmenden Stammkapitals der bestimmten Person hält.

«Verbindlichkeit» bedeutet jegliche Verbindlichkeit aufgrund von oder im Hinblick auf:

- (a) geliehene Gelder;
- (b) durch Akzept im Rahmen einer Akzeptkredits erhaltene Beträge;
- (c) alle durch Wechselkauffazität oder die Begebung von Schuldscheinen, Wechseln, Schuldverschreibungen, Fremdkapital oder ähnliche Instrumente beschaffte Beträge;
- (d) (i) den Rückzahlungsbetrag von Kapital, das an einem bestimmten Datum, mit Eintreten eines Umstandes oder nach Wahl des Inhabers rückzahlbar ist und (ii) den Preis, zu welchem die betroffene Person gezwungen ist, das Kapital einer Person zu erwerben, zurückzunehmen oder anderweitig zu erwerben.
- (e) der Betrag jeglicher Verbindlichkeit in Bezug auf einen Finanzierungsleasingvertrag;
- (f) die Höhe jeglicher Verbindlichkeit in Bezug auf einen Kaufvertrag mit im voraus zu leistenden oder gestundeten Leistungen, der außerhalb des üblichen Geschäftsganges abgeschlossen wurde, falls derlei Transaktionen wirtschaftlich der Aufnahme eines Kredits entsprechen;
- (g) verkaufte Forderungen (wenn nicht unter Ausschluss des Rückgriffs);
- (h) Vereinbarungen bezüglich des Wiedererwerbs oder Optionen auf Wiedererwerb eines Vermögenswerts, falls einer der Hauptgründe zum Abschluss einer solchen Vereinbarung oder Option die Beschaffung von Finanzmitteln ist;
- (i) im Rahmen anderweitiger Transaktionen erhaltene Beträge (einschließlich Terminverkauf oder Kaufvertrag), wenn die Transaktion wirtschaftlich der Aufnahme eines Kredits entspricht; sowie
- (j) den Betrag einer Haftung im Zusammenhang mit einer Bürgschaft, Garantie, Sicherheit oder Entschädigungsverpflichtung für einer der in Abschnitten (a) bis (i) genannten Fälle, jedoch ohne doppelte Berücksichtigung.

«Verbundenes Unternehmen» bedeutet im Hinblick auf eine bestimmte Person jede Person, die zum Zeitpunkt der Bestimmung zum verbundenen Unternehmen direkt oder indirekt durch einen oder mehrere Vermittler die kontrollierende Person dieser Person ist, eine von dieser Person kontrollierte Person ist oder unter gemeinsamer Kontrolle mit dieser bestimmten Person steht, vorausgesetzt, dass kein Gesellschafter aufgrund einer Beteiligung an der Gesellschaft als verbundenes Unternehmen eines anderen Gesellschafters gilt und weiter vorausgesetzt, dass weder die Gesellschaft noch ihre Tochtergesellschaften als verbundenes Unternehmen eines Gesellschafters gelten.

«Veto-Angelegenheit» bezeichnet jede in den Artikeln 17 (i) bis (xix) festgelegte Angelegenheit.

«Vorsitzender des Geschäftsführerrates» bedeutet den Vorsitzenden des Geschäftsführerrates.

«Wesentliche Tochtergesellschaft / Tochtergesellschaften» bedeutet jede Tochtergesellschaft der Gesellschaft, deren Einkünfte, Vermögenswerte oder EBITDA gemäß dem letzten zum jeweiligen Datum verfügbaren Konzernabschluss der KIEKERT-GRUPPE (im Falle von Einkünften und EBITDA der letzten am jeweiligen Datum endenden zwölf (12) Monate), die in den letzten zwölf (12) Monaten mindestens fünf Prozent (5%) der konsolidierten Einkünfte, Vermögenswerte oder des EBITDA der Gesellschaft zu diesem Zeitpunkt bzw. für diesen Zeitraum darstellen, jedoch mit der Maßgabe, dass diese Bestimmung pro forma erfolgt, nachdem die während des jeweiligen Zeitraums getätigten Übernahmen und Veräußerungen und ähnliche Verfahren, welche nach Beginn des betroffenen Zeitraums von zwölf (12) Monaten Wirksamkeit erlangt haben.

#### *Zeichnung und Zahlung*

Die zehntausendzweihundert (10.200) Anteile wurden wie folgt gezeichnet:

- zweihundertvierzig (240) Anteile gezeichnet von ALEXANDRA GLOBAL MASTER FUND LTD., zuvor benannt,
- fünftausenddreihundertneunzig (5.390) Anteile gezeichnet von BlueBay HIGH YIELD INVESTMENTS (LUXEMBURG), S.à r.l., zuvor benannt,
- einhundertsechundachtzig (186) Anteile gezeichnet von ELQ INVESTORS LTD., zuvor benannt,
- eintausendzweihundertachtundzwanzig (1.228) Anteile gezeichnet von MORGAN STANLEY & CO. INTERNATIONAL LIMITED, zuvor benannt,
- zweihundertvierzig (240) Anteile gezeichnet von NIBC BANK N.V., zuvor benannt,
- zweitausendneunhundertsechzehn (2.916) Anteile gezeichnet von SPCP LUXEMBOURG, S.à r.l., zuvor benannt.

Die wie vorstehend aufgeführt gezeichneten Anteile sind voll in bar einbezahlt, so dass der Betrag in Höhe von zweihundertfünfundfünfzigtausend Euro (255.000,- EUR) von jetzt an der Gesellschaft, wie gegenüber dem unterzeichneten Notar nachgewiesen, zur Verfügung steht.

#### *Übergangsbestimmungen*

Das erste Geschäftsjahr beginnt mit dem Datum der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2007.

Die von der Gesellschaft zu tragenden und infolge der Gründung entstehenden Aufwendungen, Kosten, Honorare und Gebühren gleich welcher Art belaufen sich auf schätzungsweise fünf tausend Euro.

#### Beschlüsse

Unmittelbar nach Gründung der Gesellschaft haben die die Gesamtheit des gezeichneten Gesellschaftskapitals darstellenden Gesellschafter folgende Beschlüsse gefasst:

1. Sitz der Gesellschaft ist 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxemburg.
2. Folgende Personen werden bis zur ersten Jahresgesellschafterversammlung zu Mitgliedern des Geschäftsführerrats ernannt:
  - Herr James Mallory Karp, Investment Manager, geboren am 15. Januar 1966 in Rhode Island, USA, mit Adresse in 4th Floor, 20 St. James's Street, London SW1A 1ES London, Vereinigtes Königreich;
  - Herr Nikolaus Woloszczuk, Kreditanalyst, geboren am 25. September 1980 in Wien, Österreich, wohnhaft in 24, Thornburn House, Kinnerton Street, SW1X 8EX London, Vereinigtes Königreich.

Zum Zeugnis dessen wurde vorliegende notarielle Urkunde an dem zu Eingang des Dokuments aufgeführten Datum in Luxemburg verhandelt.

Der der englischen Sprache in Wort und Schrift mächtige unterzeichnete Notar erklärt hiermit, dass vorliegende Urkunde auf Antrag der vorstehend benannten Parteien in englischer Sprache verfasst und im Folgenden in die deutsche Sprache übersetzt ist und dass im Falle von Abweichungen zwischen der englischen und der deutschen Version die englische Version Gültigkeit haben soll.

Nachdem der unterzeichnete Notar der erschienenen und ihm mit Vor- und Nachnamen, Personenstand und Wohnorten bekannten Partei den Wortlaut des vorliegenden Dokuments vorgelesen hat, unterzeichnete die erschienene Partei zusammen mit dem Notar die vorliegende Urkunde.

Gezeichnet: H. Janssen, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 6 décembre 2006, vol. 30CS, fol. 59, case 2. — Reçu 2.550 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 décembre 2006.

J. Elvinger.

Référence de publication: 2007004706/211/670.

(060137388) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2006.

#### **Intertravel Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 107.466.

L'an deux mille six, le sept novembre.

Par-devant Maître Emile Schlessler, notaire de résidence à Luxembourg, 35, rue Notre-Dame.

A comparu:

Monsieur Pedro Salvador Pueyo Toldra, administrateur de société, né à Palma de Mallorca (Espagne), le 6 septembre 1951, demeurant à Cancun (Mexique), Retorno San Miguelito, Zona Hotelera,

ici représenté par Madame Polyxéni Kotoula, employée privée, demeurant professionnellement à L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer,

en vertu d'une procuration sous seing privé, datée du 6 novembre 2006,

laquelle procuration, paraphée ne varietur, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec celui-ci.

Ledit comparant, représenté comme indiqué ci-avant, a déclaré et prié le notaire d'acter ce qui suit:

1. Monsieur Pedro Salvador Pueyo Toldra, prénommé, est le seul associé de la société à responsabilité limitée INTERTRAVEL SARL, ayant son siège social à L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 14 avril 2005, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 867 du 9 septembre 2005, modifiée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 19 octobre 2006, pas encore publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, sous la section B et le numéro 107.466.

2. L'associé unique, représenté comme dit, prend les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'associé unique décide d'augmenter le capital social à concurrence de quatre mille cinq cents euros (EUR 4.500,00), pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,00) à dix-sept mille euros (EUR 17.000,00), par l'émission de cent quatre-vingts (180) parts sociales nouvelles, d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,00) chacune, par apport de créance.

Les cent quatre-vingts (180) parts sociales nouvelles ont été intégralement souscrites par Monsieur Pedro Salvador Pueyo Toldra, prénommé, et libérées par la conversion en capital d'une créance certaine, liquide et exigible qu'il détient contre la société jusqu'à concurrence d'un montant de quatre mille cinq cents euros (EUR 4.500,00).

*Deuxième résolution*

Suite à l'augmentation de capital ainsi réalisée, l'associé unique décide de modifier l'article six des statuts pour lui donner la teneur suivante:

Version anglaise:

« **Art. 6.** The company's corporate capital is fixed at seventeen thousand euro (EUR 17,000.00), represented by six hundred eighty (680) shares of twenty-five euro (EUR 25.00) each.»

Version française:

« **Art. 6.** Le capital social est fixé à dix-sept mille euros (EUR 17.000,00), représenté par six cent quatre-vingts (680) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,00) chacune.»

*Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de ce qui précède, est évalué à neuf cent cinquante euros (EUR 950,00).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la représentante du comparant, elle a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: P. Kotoula, E. Schlesser.

Enregistré à Luxembourg, le 13 novembre 2006, vol. 156S, fol. 4, case 10. — Reçu 45 euros.

*Le Receveur (signé):* J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 novembre 2006.

E. Schlesser.

Référence de publication: 2007004377/227/58.

(060137463) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2006.

**Financière Daunou 8 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 122.403.

—  
STATUTES

In the year two thousand and six, on the fifteenth of November.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Mersch, acting in replacement of maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, empeached, who will keep the original of this deed.

There appeared:

1.-. PAI EUROPE IV-A FCPR, Fonds Commun de Placement à Risques, represented by its management company PAI PARTNERS, Société par Actions Simplifiée, having its registered office at 43, avenue de l'Opéra, 75002 Paris France, here represented by Mr. Régis Galiotto, jurist in Luxembourg, with professional address at Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal;

2.-. PAI EUROPE IV-B FCPR, Fonds Commun de Placement à Risques, represented by its management company PAI PARTNERS, Société par Actions Simplifiée, having its registered office at 43, avenue de l'Opéra, 75002 Paris France, here represented by Mr. Régis Galiotto, jurist in Luxembourg, with professional address at Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal;

3.-. PAI EUROPE IV-B5 FCPR, Fonds Commun de Placement à Risques, represented by its management company PAI PARTNERS, Société par Actions Simplifiée, having its registered office at 43, avenue de l'Opéra, 75002 Paris France, here represented by Mr. Régis Galiotto, jurist in Luxembourg, with professional address at Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal;

4.-. PAI EUROPE IV-B6 FCPR, Fonds Commun de Placement à Risques, represented by its management company PAI PARTNERS, Société par Actions Simplifiée, having its registered office at 43, avenue de l'Opéra, 75002 Paris France, here represented by Mr. Régis Galiotto, jurist in Luxembourg, with professional address at Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal;

5.-. PAI EUROPE IV-B7 FCPR, Fonds Commun de Placement à Risques, represented by its management company PAI PARTNERS, Société par Actions Simplifiée, having its registered office at 43, avenue de l'Opéra, 75002 Paris France, here represented by Mr. Régis Galiotto, jurist in Luxembourg, with professional address at Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal;



6.-. PAI EUROPE IV-C FCPR, Fonds Commun de Placement à Risques, represented by its management company PAI PARTNERS, Société par Actions Simplifiée, having its registered office at 43, avenue de l'Opéra, 75002 Paris France, here represented by Mr. Régis Galiotto, jurist in Luxembourg, with professional address at Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal;

7.-. PAI EUROPE IV-C2 FCPR, Fonds Commun de Placement à Risques, represented by its management company PAI PARTNERS, Société par Actions Simplifiée, having its registered office at 43, avenue de l'Opéra, 75002 Paris France, here represented by Mr. Régis Galiotto, jurist in Luxembourg, with professional address at Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal;

8.-. PAI EUROPE IV-D FCPR, Fonds Commun de Placement à Risques, represented by its management company PAI PARTNERS, Société par Actions Simplifiée, having its registered office at 43, avenue de l'Opéra, 75002 Paris France, here represented by Mr. Régis Galiotto, jurist in Luxembourg, with professional address at Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal;

9.-. PAI EUROPE IV-D2 FCPR, Fonds Commun de Placement à Risques, represented by its management company PAI PARTNERS, Société par Actions Simplifiée, having its registered office at 43, avenue de l'Opéra, 75002 Paris France, here represented by Mr. Régis Galiotto, jurist in Luxembourg, with professional address at Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal;

The beforesaid proxy, being initialled ne varietur by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such parties have requested the notary to draw up the following by-laws of a «société à responsabilité limitée» which its declares to incorporate.

### Name - Registered office - Object - Duration

**Art. 1.** There is hereby formed a «société à responsabilité limitée», limited liability company, governed by the present articles of incorporation and by current Luxembourg laws, especially the laws of August 10th, 1915 on commercial companies, including its article 209, of September 18th, 1933 and of December 28th, 1992 on «sociétés à responsabilité limitée», as amended, and the present articles of incorporation.

**Art. 2.** The Company's name is FINANCIERE DAUNOU 8, S.à r.l.

**Art. 3.** The Company's purpose is to take participations and interests, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way and namely to acquire patents and licences, and other property, rights and interest in property as the Company shall deem fit, and generally to hold, manage, develop, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares or securities of any company purchasing the same; to enter into, assist or participate in financial, commercial and other transactions, and to grant to any holding company, subsidiary, or fellow subsidiary, or any other company associated in any way with the Company, or the said holding company, subsidiary or fellow subsidiary, in which the Company has a direct or indirect financial interest, any assistance, loans, advances or guarantees; to borrow and raise money in any manner and to secure the repayment of any money borrowed; finally to perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose, however without taking advantage of the Act of July 31st, 1929, on Holding Companies.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

**Art. 4.** The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its partners deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the management should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the management of the Company.

**Art. 5.** The Company is constituted for an unlimited duration.

**Art. 6.** The life of the Company does not come to an end by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any partner.

**Art. 7.** The creditors, representatives, rightful owner or heirs of any partner are neither allowed, in circumstances, to require the sealing of the assets and documents of the Company, nor to interfere in any manner in the administration of the Company. They must for the exercise of their rights refer to financial statements and to the decisions of the meetings.

## Capital - Shares

**Art. 8.** The Company's capital is set at EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred euro), represented by 500 (five hundred) shares of EUR 25.- ( twenty five euro) each.

**Art. 9.** Each share confers an identical voting right at the time of decisions taking.

**Art. 10.** The shares are freely transferable among the partners.

Shares may not be transferred inter vivos to non-partners unless members representing at least three-quarter of the corporate capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Otherwise it is referred to the provisions of articles 189 and 190 of the co-ordinate law on trading companies.

The shares are indivisible with regard to the Company, which admit only one owner for each of them.

## Management

**Art. 11.** The Company is managed by two or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be partners. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of partners holding a majority of votes.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of partners fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

All acts binding the Company must be signed by the joint signature of any two Managers.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this appointee's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his appointment.

In case of plurality of managers, boards of managers will be validly held provided that the majority of managers present or represented.

In this case, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented.

The powers and remunerations of any managers possibly appointed at a later date in addition to or in the place of the first managers will be determined in the act of nomination.

**Art. 12.** Any manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the Company; as a mandatory he is only responsible for the execution of his mandate.

**Art. 13.** Managers decisions are taken by meeting of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of managers by appointing in writing or by telefax, cable, telegram or telex another manager as his proxy.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at the managers' meeting.

In such cases, resolutions or decisions shall be expressly taken, either formulated by writing by circular way, transmitted by ordinary mail, electronic mail or telecopier, or by phone, teleconferencing or other telecommunications media.

## Partners decisions

**Art. 14.** Partners decisions are taken by partner's meetings.

However, the holding of meeting is not compulsory as long as the partners number is less than twenty-five.

In such case, the management can decide that each partner shall receive the whole text of each resolution or decisions to be taken, expressly drawn up by writing, transmitted by ordinary mail, electronic mail or telecopier.

**Art. 15.** Resolutions are validly adopted when taken by partners representing more than half of the capital.

However, decisions concerning an amendment of the articles of association must be taken by a majority vote of partners representing the three quarters of the capital.

If this quorum is not attained at a first meeting, the partners are immediately convened by registered letters to a second meeting.

At this second meeting, decisions will be taken at the majority of voting partners whatever majority of capital be represented.

Every meeting shall be held in Luxembourg or such other place as the managers may from time to time determine.

A sole partner exercises alone the powers devolved to the meeting of partners by the dispositions of Section XII of the law of August 10th, 1915 on sociétés à responsabilité limitée.

As a consequence thereof, all decisions which exceed the powers of the managers are taken by the sole partner.

## Financial year - Balance sheet

**Art. 16.** The Company's financial year begins on January 1st and closes on December 31st.

**Art. 17.** Each year, as of the 31st of December, the management will draw up the balance sheet which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all its commitments and the debts of the manager(s) toward the company.

At the same time, the management will prepare a profit and loss account which will be submitted to the general meeting of partners together with the balance sheet.

**Art. 18.** Each partner may inspect at the head office the inventory, the balance sheet and the profit and loss account.

**Art. 19.** The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisation, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year five per cent of the net profit will be transferred to the statutory reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued capital but must be resumed till the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, it has been broken into.

The balance is at the disposal of the partners.

However, the partners may decide, at the majority vote determined by the relevant laws, that the profit, after deduction of the reserve, be either carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

#### **Winding-up - Liquidation**

**Art. 20.** The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of partners which will specify their powers and fix their remuneration.

When the liquidation of the Company is closed, the assets of the Company will be attributed to the partners at the pro-rata of their participation in the share capital of the company.

A sole partner can decide to dissolve the Company and to proceed to its liquidation, assuming personally the payment of all the assets and liabilities, known or unknown of the Company.

#### **Settlement of disputes**

**Art. 21.** The partners aim to cooperate in order to develop the Company in compliance with its purpose and its present articles of incorporation. If a decision, however, which is necessary for the implementation of the Company's purpose and for its development, cannot be taken by the managers or by the partners after two consecutive meetings, thus preventing the Company from working efficiently and developing itself, the question concerned shall be submitted to a third person chosen by mutual agreement between the managers or the partners. This third person shall endeavour then to find a mutually acceptable solution.

Should (i) the partners or managers fail to choose a third person by mutual agreement within a period of thirty (30) days reckoning from the day when the blockage became evident or (ii) the nominated third person fail to settle the blockage situation of the Company within a period of thirty (30) days following the day when the matter was referred to him, the managers and the partners shall be entitled to take the initiative of appointing an ad hoc proxy for taking the required business decisions or settling the dispute. This proxy shall be nominated by the Tribunal d'arrondissement de Luxembourg (district court of Luxembourg) at the request of the prosecuting part in order to take the necessary decision in pursuance of the purpose of the Company.

The decision taken by the third person or the ad hoc proxy shall be binding on the managers and the partners who shall implement it together.

#### **Applicable law**

**Art. 22.** The laws here above mentioned in article 1st shall apply in so far as these Articles of Incorporation do not provide for the contrary.

#### *Transitory measures*

Exceptionally the first financial year shall begin today and end on December 31st, 2007.

#### *Subscription - Payment*

The capital has been subscribed as follows:

	Shares	EUR
1.- PAI EUROPE IV-A FCPR, .....	56	1,400.-
2.- PAI EUROPE IV-B FCPR, .....	198	4,950.-
3.- PAI EUROPE IV-B5 FCPR, .....	4	100.-
4.- PAI EUROPE IV-B6 FCPR, .....	99	2,475.-
5.- PAI EUROPE IV-B7 FCPR, .....	4	100.-
6.- PAI EUROPE IV-C FCPR, .....	72	1,800.-
7.- PAI EUROPE IV-C2 FCPR, .....	37	925.-
8.- PAI EUROPE IV-D FCPR, .....	23	575.-
9.- PAI EUROPE IV-D2 FCPR, .....	7	175.-

Total: ..... 500 12,500.-

All these shares have been paid up in cash to the extent of 100% (one hundred per cent), and therefore the amount of EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred euro) is as now at the disposal of the Company FINANCIERE DAUNOU 8, S.à r.l, proof of which has been duly given to the notary.

#### *Estimate of costs*

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about 2,200.- euro.

#### *General meeting*

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

- 1) Are appointed as managers for an undetermined duration
  - Mr. Patrick Mouterde, with professional address at 43, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, France
  - Mr. Frédéric Stévenin, with professional address at 43, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, France
  - Xavier Pauwels, with professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg
  - Dominique Robyns, with professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg
- 2) The Company shall have its registered office at L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that on request of the above appearing person, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

In faith of which We, the undersigned notary have set hand and seal in Luxembourg City, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder, said person signed with us, the Notary, the present original deed.

#### **Traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille six, le quinze novembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, lequel dernier restera dépositaire de la présente minute.

Ont comparu:

1.- PAI EUROPE IV-A FCPR, Fonds Commun de Placement à Risques, représenté par sa société de gestion PAI PARTNERS, Société par Actions Simplifiée, ayant son siège social au 43, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, France, ici représentée par Mr. Régis Galiotto, juriste à Luxembourg, avec une adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

2.- PAI EUROPE IV-B FCPR, Fonds Commun de Placement à Risques, représenté par sa société de gestion PAI PARTNERS, Société par Actions Simplifiée, ayant son siège social au 43, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, France, ici représentée par Mr. Régis Galiotto, juriste à Luxembourg, avec une adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

3.- PAI EUROPE IV-B5 FCPR, Fonds Commun de Placement à Risques, représenté par sa société de gestion PAI PARTNERS, Société par Actions Simplifiée, ayant son siège social au 43, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, France, ici représentée par Mr. Régis Galiotto, juriste à Luxembourg, avec une adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

4.- PAI EUROPE IV-B6 FCPR, Fonds Commun de Placement à Risques, représenté par sa société de gestion PAI PARTNERS, Société par Actions Simplifiée, ayant son siège social au 43, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, France, ici représentée par Mr. Régis Galiotto, juriste à Luxembourg, avec une adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

5.- PAI EUROPE IV-B7 FCPR, Fonds Commun de Placement à Risques, représenté par sa société de gestion PAI PARTNERS, Société par Actions Simplifiée, ayant son siège social au 43, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, France, ici représentée par Mr. Régis Galiotto, juriste à Luxembourg, avec une adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

6.- PAI EUROPE IV-C FCPR, Fonds Commun de Placement à Risques, représenté par sa société de gestion PAI PARTNERS, Société par Actions Simplifiée, ayant son siège social au 43, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, France, ici représentée par Mr. Régis Galiotto, juriste à Luxembourg, avec une adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

7.- PAI EUROPE IV-C2 FCPR, Fonds Commun de Placement à Risques, représenté par sa société de gestion PAI PARTNERS, Société par Actions Simplifiée, ayant son siège social au 43, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, France, ici représentée par Mr. Régis Galiotto, juriste à Luxembourg, avec une adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

8.- PAI EUROPE IV-D FCPR, Fonds Commun de Placement à Risques, représenté par sa société de gestion PAI PARTNERS, Société par Actions Simplifiée, ayant son siège social au 43, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, France, ici représentée par Mr. Régis Galiotto, juriste à Luxembourg, avec une adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

9.- PAI EUROPE IV-D2 FCPR, Fonds Commun de Placement à Risques, représenté par sa société de gestion PAI PARTNERS, Société par Actions Simplifiée, ayant son siège social au 43, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, France, ici représentée par Mr. Régis Galiotto, juriste à Luxembourg, avec une adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lequel comparant, agissant ès dites qualités, a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme que le fondateur déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

#### **Dénomination - Siège - Objet - Durée**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est constitué par cet acte une société à responsabilité limitée, régie par les présents statuts et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur, notamment par celles du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, en ce compris l'article 209, du 18 septembre 1933 sur les sociétés à responsabilité limitée et du 28 décembre 1992 sur les sociétés à responsabilité limitée, telles que modifiées, ainsi que par les présents statuts.

**Art. 2.** La dénomination de la société sera FINANCIERE DAUNOU 8, S.à r.l.

**Art. 3.** L'objet de la Société est de prendre des participations et des intérêts sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères et d'acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière tous titres et droits, tous brevets et licences, et autres propriétés, droits et intérêts de propriété que la Société jugera approprié, et plus généralement les détenir, gérer, développer, les vendre ou en disposer, en tout ou partie, aux conditions que la Société jugera appropriées, et en particulier en contrepartie d'actions ou de titres de toute société les acquérant; de prendre part, d'assister ou de participer à des transactions financières, commerciales ou autres, et d'octroyer à toute société holding, filiale ou filiale apparentée, ou toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la Société ou aux dites holdings, filiales ou filiales apparentées dans lesquelles la Société a un intérêt financier direct ou indirect, tous concours, prêts, avances ou garanties; d'emprunter et de lever des fonds de quelque manière que ce soit et de garantir le remboursement de toute somme empruntée; enfin de mener à bien toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet, sans vouloir toutefois bénéficier de la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holdings.

La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les activités prédécrites aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.

**Art. 4.** Le siège social est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par décision modificatrice des statuts. Le siège social pourra être transféré dans la commune par décision de la gérance.

La Société pourra ouvrir des bureaux ou succursales, au Luxembourg et à l'étranger.

Au cas où la gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise. Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par la gérance.

**Art. 5.** La Société est constituée pour une durée indéterminée.

**Art. 6.** Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

**Art. 7.** Les créanciers, représentants, ayants droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées.

#### **Capital - Parts sociales**

**Art. 8.** Le capital social est fixé à EUR 12.500,- (douze mille cinq cent euros), représenté par 500 (cinq cent) parts sociales de EUR 25,- (vingt-cinq euros) chacune.

**Art. 9.** Chaque part sociale confère un droit de vote identique lors de la prise de décisions.

**Art. 10.** Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Aucune cession de parts sociales entre vifs à un tiers non-associé ne peut être effectuée qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Pour le reste, il est référé aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales.

Les parts sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

### Gérance

**Art. 11.** La Société est gérée par deux ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés. Les gérants peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution des associés titulaires de la majorité des votes. Le conseil de gérance est composé d'au moins deux gérants.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) a(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société se trouve engagée par la signature conjointe d'au moins deux gérants.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y en a) de ce candidat retenu, la durée de sa nomination ainsi que toutes autres conditions de sa nomination.

En cas de pluralité de gérants, les réunions du conseil de gérance se tiendront valablement si la majorité des gérants sont présents ou représentés.

Dans ce cas, les résolutions du conseil de gérance sont adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés.

Les pouvoirs et rémunérations des gérants éventuellement nommés postérieurement en sus ou en remplacement des premiers gérants seront déterminés dans l'acte de nomination.

**Art. 12.** Un gérant ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

**Art. 13.** Les décisions des gérants sont prises en réunions du conseil de gérance.

Chaque gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit ou par télécopie, câble, télex, gramme ou télex un autre gérant pour le représenter.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance.

Dans ces cas, les résolutions ou décisions à prendre seront expressément prises, soit formulées par écrit par voie circulaire, par courrier ordinaire, électronique ou télécopie, soit par téléphone, téléconférence ou autre moyen de télécommunication.

### Décisions des associés

**Art. 14.** Les décisions des associés sont prises en assemblées générales.

Toutefois, la tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés est inférieur à vingt-cinq.

Dans ce cas, chaque associé recevra le texte complet de chaque résolution ou décision à prendre, expressément formulées et émettra son vote par écrit, transmis par courrier ordinaire, électronique ou télécopie.

**Art. 15.** Les résolutions ne sont valablement adoptées que pour autant qu'elles soient prises par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée, une seconde assemblée sera immédiatement convoquée par lettre recommandée.

Lors de cette deuxième assemblée, les résolutions seront adoptées à la majorité des associés votant quelle que soit la portion du capital représenté.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Toute assemblée se tiendra à Luxembourg ou à tout autre endroit que la gérance déterminera.

Un associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 relatives aux sociétés à responsabilité limitée.

Il s'ensuit que toutes décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par l'associé unique.

### Exercice social - Comptes annuels

**Art. 16.** L'exercice social commence le premier janvier et se termine le 31 décembre.

**Art. 17.** Chaque année, avec effet au 31 décembre, la gérance établira le bilan qui contiendra l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes actives et passives, avec une annexe contenant en résumé tous ses engagements, ainsi que les dettes des gérants et associés envers la société.

Au même moment la gérance préparera un compte de profits et pertes qui sera soumis à l'assemblée ensemble avec le bilan.

**Art. 18.** Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes.

**Art. 19.** L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde du bénéfice net est distribué entre les associés.

Néanmoins, les associés peuvent, à la majorité prévue par la loi, décider qu'après déduction de la réserve légale, le bénéfice sera reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

#### Dissolution - Liquidation

**Art. 20.** Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés au pro rata de leur participation dans le capital de la Société.

Un associé unique peut décider de dissoudre la Société et de procéder à sa liquidation en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et passifs, connus et inconnus, de la Société.

#### Règlement des litiges

**Art. 21.** L'objectif des associés est de coopérer pour développer la Société dans le respect de l'objet social et des présents statuts. Si toutefois une décision nécessaire à la mise en oeuvre de l'objet social et au développement de la Société ne pouvait être prise par les gérants, ou par les associés à l'issue de deux assemblées successives, empêchant ainsi le bon fonctionnement et le développement de la Société, la question sera soumise à un tiers choisi d'un commun accord entre les gérants ou les associés, qui s'efforcera de trouver une solution mutuellement acceptable.

Pour le cas où (i) les associés ou les gérants ne parviendraient pas à choisir un tiers d'un commun accord dans un délai de trente (30) jours à compter de la manifestation du blocage ou (ii) le tiers désigné ne parviendrait pas à résoudre la situation de blocage de la Société dans un délai de trente (30) jours suivant la date à laquelle il aurait été saisi, les gérants et les associés ou un associé pourra prendre l'initiative de faire désigner un mandataire ad hoc aux fins de prises des décisions nécessaires à la poursuite de l'activité ou au règlement du différend. Ce mandataire sera nommé par le Tribunal d'arrondissement de

La décision prise par le tiers ou le mandataire ad hoc s'imposera aux gérants et aux associés qui devront, ensemble, la mettre en oeuvre.

#### Loi applicable

**Art. 22.** Les lois mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, ainsi que leurs modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'est pas dérogé par les présents statuts.

#### Disposition transitoire

Exceptionnellement le premier exercice commencera le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2007.

#### Souscription - Libération

Le capital social a été souscrit comme suit:

	Parts social	EUR
1.- PAI EUROPE IV-A FCPR, .....	56	1.400,-
2.- PAI EUROPE IV-B FCPR, .....	198	4.950,-
3.- PAI EUROPE IV-B5 FCPR, .....	4	100,-
4.- PAI EUROPE IV-B6 FCPR, .....	99	2.475,-
5.- PAI EUROPE IV-B7 FCPR, .....	4	100,-
6.- PAI EUROPE IV-C FCPR, .....	72	1.800,-
7.- PAI EUROPE IV-C2 FCPR, .....	37	925,-
8.- PAI EUROPE IV-D FCPR, .....	23	575,-
9.- PAI EUROPE IV-D2 FCPR, .....	7	175,-
Total: .....	500	12.500,-

Toutes les parts social ainsi souscrites ont été libérées par des versements en numéraire à concurrence de 100% (cent pour cent), de sorte que la somme de EUR 12.500,- (douze mille cinq cents euro) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société FINANCIERE DAUNOU 8, S.à r.l., ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ 2.200,- euro.

*Assemblée Générale*

Immédiatement après la constitution de la Société, le comparant précité, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1) sont nommés gérants pour une durée indéterminée:

- Monsieur Patrick Mouterde, avec adresse professionnelle au 43, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, France.
- Monsieur Frédéric Stévenin, avec adresse professionnelle au 43, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, France.
- Monsieur Xavier Pauwels, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.
- Monsieur Dominique Robyns, avec une adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg

Conformément à l'article 11 des Statuts, la Société sera engagée par les signatures conjointes d'au moins un gérant résident au Luxembourg et d'un gérant non résident au Luxembourg.

2) Le siège social de la Société est établi à L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par le présent qu'à la requête de la personne comparante les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française, à la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, il a signé avec nous notaire la présente minute.

Signé: R. Galiotto, H. Hellinckx.

Enregistré à Luxembourg, le 20 novembre 2006, vol. 156S, fol. 13, case 6. — Reçu 125 euros.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 novembre 2006.

J. Elvinger.

Référence de publication: 2007004712/211/358.

(060137379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2006.

**Andover Investco 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 104.592.

Nous vous demandons de bien vouloir prendre note du changement d'adresse du gérant suivant:

- UNIVERSAL MANAGEMENT SERVICES S.à r.l., 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 décembre 2006.

*Pour ANDOVER INVESTCO 1 S.à r.l.*

FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2007004452/29/17.

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2006, réf. LSO-BX02476. - Reçu 14 euros.

*Le Receveur (signé): D. Hartmann.*

(060137239) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2006.

**Next Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6757 Grevenmacher, 2A, rue de la Moselle.

R.C.S. Luxembourg B 90.002.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 décembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 décembre 2006.

Signature.

Référence de publication: 2007004455/3342/12.

Enregistré à Luxembourg, le 14 décembre 2006, réf. LSO-BX04073. - Reçu 95 euros.

*Le Receveur (signé): D. Hartmann.*

(060136699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 décembre 2006.